

INDUQIE

hebdomadaire de la ligue communiste

ils n'aiment pas nos candidats



le 4 mars :

Votez **LIGUE COMMUNISTE**
et **LUTTE OUVRIÈRE**

2 EDITORIAL

3 LIGUE COMMUNISTE

Souscription
Arthur Conte ne sait pas compter jusqu'à 7 !

4 LA LIGUE EN CAMPAGNE

Meetings dans toute la France
Antilles : attaques fascistes à la Martinique
Rennes : la préfecture occupée

5

6 EN PASSANT PAR LA LORRAINE...

Fensch Rouge
Des paroles... et des actes !
La Lorraine vue par JJSS !

7

8 ARMÉE

aiguilleurs du ciel :
encore une fois l'armée contre les grèves !
Tarbes :
les anti-militaristes étaient au rendez-vous !
Feuilleton (1) : « document à diffusion restreinte »

9

Les lycéens contre la Loi Debré

AVORTEMENT

10

POUR CHANGER LA VIE, IL FAUT REDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

11

LUTTES OUVRIÈRES

12

A bas les cadences infernales !

13

Coframaille :
grève contre le salaire au rendement

14

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS
Abrogation de la circulaire Fontanet !

15

IMP St Germain
Renault : grève du 34
Schell
CFDT : déborder pour faire pression !

16

NOTES INTERNATIONALES

17

Chili
Congo

18

INDOCHINE
De Genève à Paris
LAOS : les accords déjà violés !

19

20

ISRAËL : Oradour dans le ciel du Sinaï

POUR PRÉPARER LE PRINTEMPS 73 VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE ET LIGUE COMMUNISTE

Quoi de plus « farce » que ces élections législatives ? Trente millions d'électeurs vont voter le 4 mars. Mais Georges Pompidou leur a déjà fait savoir qu'il ne tiendrait compte de leur vote que s'il le jugeait conforme à ses vœux : si vous reconduisez la majorité, ça va ! a dit en substance le Président de la République. Si, à la rigueur, vous l'élargissez aux centristes d'opposition, passe encore ! Mais si vous plébiscitez la coalition socialo-communiste, alors attention les bretelles ! Vous allez voir de quel bois se chauffe Pompidou ! Votez, d'accord, mais votez bien ! Sinon vous resterez dans le désordre jusqu'à ce que vous votiez comme il faut !

Seuls les dirigeants réformistes du mouvement ouvrier éprouvent un respect superstitieux pour la démocratie et la légalité bourgeoises. Les bourgeois, eux, s'en accommodent tant que ça les arrange. Mais ils n'hésitent pas à passer outre, dès que leurs intérêts essentiels sont en jeu.

Abstention : piège à cons

Un chœur clairsemé et discordant s'élève de l'ultra-gauche en faveur de l'abstention. « Votez, c'est avant tout voter pour le vote », écrit Sartre. Participer à la bataille électorale, c'est continuer la farce en y jouant un rôle.

Nous récusons cette attitude puriste et fausement radicale. Il est naïf de croire qu'en prônant l'abstention, on ne se compromet pas. La consigne d'abstention est une consigne électorale comme une autre. Désertir le terrain des élections, c'est aussi tenir un rôle dans la farce électorale. On ne dénonce pas cette farce en s'enfouissant la tête sous le sable, mais en assumant une ligne de démarcation politique consciemment élaborée et collectivement mise en œuvre.

Les 4 et 11 mars, cette ligne ne peut être abstentionniste.

Préconiser l'abstention, en effet, c'est prétendre que du point de vue de l'essor des luttes de masses, le résultat des prochaines élections législatives est rigoureusement indifférent. « Voter, ne pas voter, c'est pareil », dit Sartre. Que l'UDR perde 10, 100 ou 150 députés ; que l'Union de la Gauche stagne, progresse ou l'emporte ; que l'extrême-gauche révolutionnaire marque ou non sa présence au niveau électoral, « c'est pareil » !

Emboitant le pas au directeur de « La Cause du Peuple », les porte-paroles de l'ultra-gauche expliquent dans nos meetings que l'essor des luttes au lendemain du 11 mars proviendra non pas du résultat des élections, quel qu'il soit, mais de la levée de l'hypothèque électorale qui paralyse aujourd'hui les travailleurs.

Non, le résultat n'est pas indifférent !

Cette position est complètement fautive. Qu'on le veuille ou non, le scrutin des 4 et 11 mars revêt une signification de classe évidente. Contre le Programme Commun, pour la reconduction de la majorité gaulliste élargie aux réformateurs, se dressent toutes les fractions significatives de la bourgeoisie française. Derrière l'Union de la Gauche, se trouvent les principales organisations du mouvement ouvrier. La bi-polarisation joue à plein.

Les travailleurs interpréteront un recul sensible de la majorité comme une défaite de la bourgeoisie ; un progrès sensible de l'Union de la Gauche comme une victoire ouvrière. Une défaite, même relative, de la majorité ; un succès, même relatif, de l'Union de la Gauche, stimulerait la combativité populaire, aggraverait la crise du régime pompidolien, pèserait sur les rapports de forces entre les classes, en faveur des travailleurs.

L'affirmation, même modeste, de l'extrême-gauche révolutionnaire sur le plan électoral, signifiera aux bureaucrates réformistes que des dizaines de milliers de travailleurs ne croient pas en l'Union de la Gauche et au Programme Commun pour « aller au socialisme ». Elle leur montrera qu'il existe aujourd'hui une large avant-garde ouvrière qui ne compte pas sur le bulletin de vote, mais sur les luttes de masses, pour abattre le régime. Et qu'en votant au second tour pour l'Union de la Gauche, ces ouvriers d'avant-garde ne manifestent pas leur confiance en Mitterrand et Marchais, mais s'efforcent au contraire de créer les conditions politiques de leur débordement.

Le 4 mars : marquez à la fois votre opposition au régime et votre défiance à l'égard de l'Union de la Gauche. VOTEZ POUR LES CANDIDATS REVOLUTIONNAIRES DE LA LIGUE COMMUNISTE ET DE LUTTE OUVRIÈRE.

Dans les circonscriptions où ni la Ligue, ni Lutte Ouvrière ne présentent de candidats, votez pour les candidats se réclamant de la nouvelle extrême-gauche, partout où un tel vote constitue bien un acte d'opposition au régime et de défiance à l'égard de l'Union de la Gauche.

Henri WEBER

**APRÈS
LE
11 MARS...**

MEETING

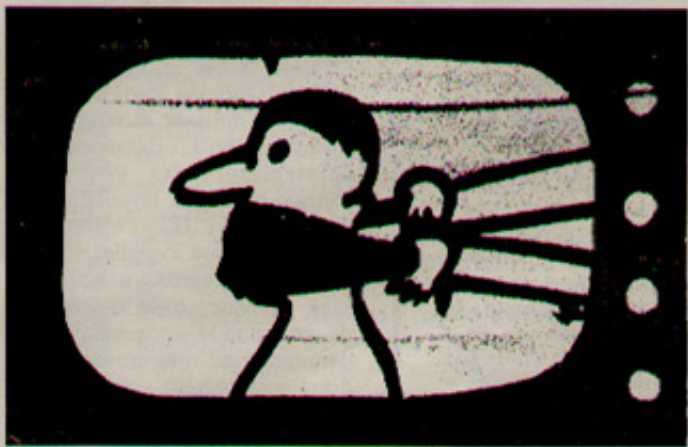
**LUNDI 5 MARS
20 H 30
MUTUALITÉ
métro moubert**

Arthur Conte ne sait pas compter jusqu'à 7 !

Les bons Conte font les bons amis... de Monsieur Marcellin. Vendredi 23, une délégation du BP de la Ligue a été reçue par Monsieur Conte. Le brave homme est blanc comme neige : ce n'est pas lui qui nous a volé nos 7 minutes. Il le jure. Mais au fait, est-ce que nous avons bien plus de 75 candidats ? Monsieur Conte feint de l'ignorer. Il s'intéresse davantage au mariage de Sheila qu'à la campagne des révolutionnaires. Monsieur Conte est arrangeant. Il a l'habitude des petits calculs d'apothicaire. Alors il nous propose 3 mn coincées en fin de journal parlé. Entre les problèmes du ski français et l'état des routes dans le Massif Central. Et il nous rend service : les politiciens parlent d'habitude beaucoup trop longtemps, personne ne les écoute. Monsieur Conte prend parfois ses désirs pour des réalités.

Nous avons refusé ce marchandage : la liberté d'expression ne se vend pas. L'ORTF fera des incursions furtives dans les meetings de la Ligue. Les travailleurs jugeront ces procédés sur pièces.

M. Conte fait bien peu de cas de ses promesses. En fait de 3 minutes, l'ORTF nous a généreusement gratifiés de 60 secondes. Et encore, les censeurs ont pris soin de couper tout ce qui, dans l'interview d'Alain Krivine, attaquait l'UDR et le pouvoir...



télé-liberté écrit à Arthur Conte

Monsieur le Président Directeur Général,
Nous sommes informés que M. Alain Krivine, leader de la Ligue Communiste, ne bénéficiera pas d'un temps d'antenne au cours de la campagne électorale officielle.

Nous protestons contre cette violation du code électoral puisque celui-ci stipule que chaque groupement présentant un minimum de 75 candidats bénéficie d'un temps d'antenne à la radio et à la télévision.

Le motif invoqué (qu'il reste d'ailleurs à prouver) — retard dans l'acheminement du courrier — ne saurait être en aucun cas une raison suffisante pour refuser ce temps à la Ligue Communiste. Pour permettre aux électeurs de faire réellement un choix, l'ORTF se doit d'appliquer la loi et d'accorder les sept minutes réglementaires à Monsieur Alain Krivine.

Veillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, nos salutations distinguées.

Danielle Quemy
secrétaire nationale
de Télé-Liberté

souscription



Le coup de collier que nous demandions la semaine dernière a été donné, mais en partie seulement : 6 millions d'anciens francs sont rentrés dans « nos caisses » en une semaine.

Mais l'objectif que nous nous étions fixé — 300 000 F pour le 28 février — n'est pas atteint. Il doit l'être dans les jours qui viennent. Il reste, au moment où nous écrivons, 4 jours avant le 1er tour des législatives. Quatre jours pendant lesquels les militants, les sympathisants, les comités de soutien vont redoubler d'efforts, multipliant meetings, réunions, diffusions de tracts, porte à porte, collages, discussions, prises de parole, etc... Au cours de toutes nos activités, la collecte continuera !

Elle continuera également après le 4 mars, d'une part pour couvrir les dépenses faites pendant la campagne : c'est ainsi par exemple, que dans toutes les circonscriptions où le candidat Ligue n'atteindra pas les 5 % des voix, la caution déposée ne sera pas remboursée. D'autre part, parce que, pour nous, l'activité ne s'arrête pas le soir du 4 ni même du 11 mars.

Militants, sympathisants, lecteurs, donnez-nous les moyens de nous exprimer.

Envoyez votre contribution dans la semaine qui vient à :

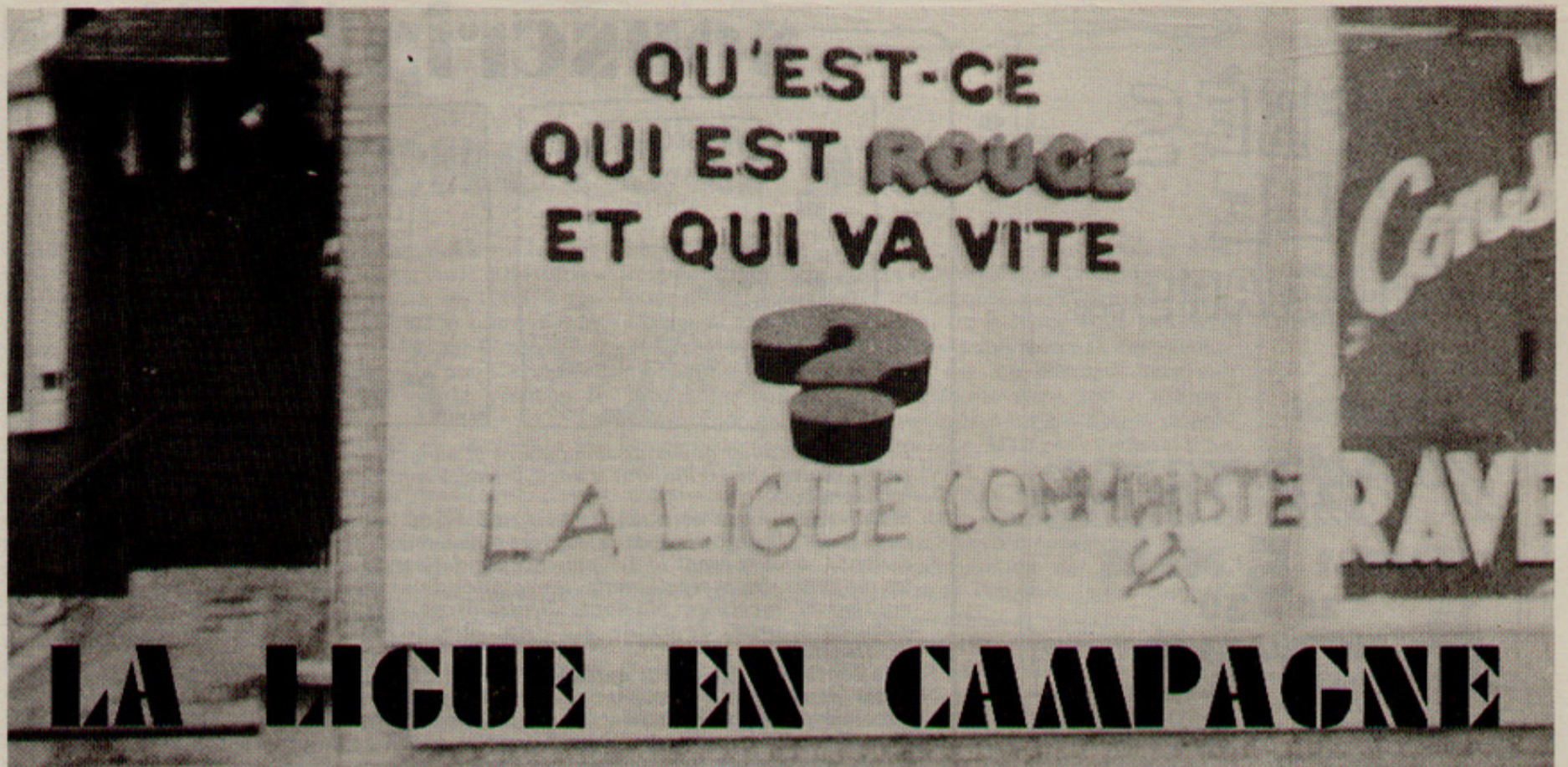
Ligue Communiste — Souscription Législatives — 10 impasse Guéméné, Paris IVème.

Chèques bancaires à l'ordre de Françoise Filoche.

Chèques postaux à l'ordre de Dominique Mehl, CCP 24 786 41 Paris

Les 300 000 F doivent être atteints au lendemain du 4 mars !

TOTAL PRECEDENT.....	173 147,79	Nicole G., Caen.....	30,00
Antoine P., Versailles.....	10,00	Serge, Caen.....	200,00
M., Sète.....	50,00	Bernard, Caen.....	200,00
Michel M., Ballancourt.....	100,00	Corinne, Caen.....	10,00
Claude K., Besançon.....	40,00	Un étudiant, Caen.....	20,00
Jean-Loup B., Le Halage.....	3,00	Des camarades de la Savie.....	30,00
Alain D., Kremlin-Bicêtre.....	50,00	Jacques D., Caen.....	50,00
Jean M., Marseille.....	200,00	Anonymes Caen.....	800,00
Danièle M., Lille.....	20,00	Des camarades de la SNCF, Caen.....	40,00
Jacques C., Paris.....	100,00	Bernard I., Caen.....	50,00
Jean-François D., Paris.....	100,00	Section LC d'Avallon.....	230,00
Noely G., Villers Bretonnière.....	30,00	Section LC du Mans.....	770,00
François C., Paris.....	500,00	Anonyme Paris.....	100,00
Section Paris XVI LC.....	135,00	Section LC de Tarbes.....	1000,00
Christian D., Paris.....	50,00	Roger Henri F., Paris.....	100,00
Odile A., Paris.....	30,00	Affiche rouge.....	448,39
Michèle S., Paris.....	400,00	Anonyme Carmaux.....	100,00
Françoise P., Paris.....	100,00	Section LC de Creil.....	415,50
Denis V., Paris.....	50,00	Anonyme.....	60,00
Henri J., Paris.....	400,00	Louis B., Montpellier.....	50,00
M.D., Rueil.....	120,00	Jacqueline C., Montpellier.....	100,00
Anonyme Strasbourg.....	10,00	M. et Mme D., Montpellier.....	20,00
Sybil R., Vanves.....	30,00	Anonyme Montpellier.....	100,00
Raymond G., Marseille.....	40,00	Evelyne Marie L., Montpellier.....	70,00
Maurice P., Suresnes.....	100,00	J.M., Montpellier.....	150,00
Alain L., Pontoise.....	100,00	Pierre V., Montpellier.....	100,00
Geneviève L., Pontoise.....	50,00	Enseignants de Bédarieux.....	37,00
Section Paris XIV LC.....	1 085,00	Marcel V., Montpellier.....	100,00
Jean-Pierre P., Souillac.....	50,00	Un camarade tunisien.....	50,00
Elisabeth G., Paris.....	100,00	Alain L., Montpellier.....	50,00
Section LC du Havre.....	500,00	Joseph B., Montpellier.....	50,00
R.B., Paris.....	100,00	Raoul C., Montpellier.....	30,00
Section LC de Mâcon.....	1 805,00	Olivier T., Montpellier.....	50,00
Michel P., Vichy.....	100,00	Alain O., Montpellier.....	75,00
Philippe D., Paris.....	20,00	V.B., Montpellier.....	50,00
Frédérique B., Reims.....	50,00	Mme J.-F. G., Montpellier.....	50,00
Françoise P., Nice.....	50,00	Patrick L., Paris.....	200,00
Anonyme Paris.....	400,00	Claude V., Lyon.....	30,00
Section LC de Nancy.....	500,00	Jean-Marie B., Montpellier.....	20,00
Christian B., Paris.....	20,00	Jean B., Chelles.....	50,00
Section Paris I LC.....	1700,00	Section LC de Vernon.....	200,00
Section Paris II LC.....	672,00	Bernard E., Paris.....	100,00
Section Paris III LC.....	2893,00	Section LC de Tarbes.....	831,00
Section Paris VI LC.....	1216,00	Section Paris XVI LC.....	50,00
Section Paris IX LC.....	2260,00	Section LC de Beauvais.....	822,00
Section Paris X LC.....	736,00	Groupe Affiche Rouge.....	65,00
Section Paris XII LC.....	1197,00	Section Paris I LC.....	986,00
Section Paris XIII LC.....	2738,00	Section Paris III LC.....	2796,00
Section Paris XVI LC.....	1493,00	Section Paris V LC.....	1000,00
J. et S. R. de la T., Toulouse.....	100,00	Section Paris VI LC.....	190,00
Michel G., Paris.....	20,00	Section Paris VIII LC.....	200,00
Thérèse T., Rueil.....	100,00	Section Paris IX LC.....	150,00
Michel T., Ermont.....	100,00	Section Paris XI LC.....	1200,00
Anonyme Bagnaux.....	100,00	Section Paris XII LC.....	2983,00
Marie-Josèphe P., Caen.....	50,00	Section Paris XIII LC.....	550,00
Section LC de Dieppe.....	105,00	Section Paris XIV LC.....	2908,00
Alain F., Evreux.....	55,80	Section LC du Havre.....	741,00
Section Paris XII LC.....	1811,00	Section LC de Metz Nilvange.....	877,00
Section Paris XVI LC.....	873,00	Section LC de Dijon.....	1000,00
Section Paris I LC.....	249,00	Jean-Jacques J., Châlon.....	10,00
Section Paris VIII LC.....	110,00	Monique R., Rennes.....	250,00
Section Paris XIII LC.....	2003,00	Denise A., Paris.....	50,00
Section Paris XVI LC.....	592,00	Serge H., Epinay.....	10,00
M.C., Caen.....	20,00	Un groupe de camarades de Paris.....	4407,00
Jacques G., Caen.....	100,00	Bernard L., Dijon.....	100,00
Des camarades de Caen.....	500,00	Section LC d'Evreux.....	500,00
Michèle N., Caen.....	50,00	Hélène B., Tours.....	100,00
J.-P. D., Caen.....	36,00	Christine V., Paris.....	50,00
Danièle M., Caen.....	100,00	Dominique A., Paris.....	150,00
P.P., Caen.....	50,00	Roland R., Paris.....	150,00
A.C., Caen.....	10,00	Section LC de Pau.....	41,00
C.B., Caen.....	10,00		
C.B., Caen.....	85,00		
TOTAL.....	232 323,58		



meetings dans toute la France

Montfermeil, le 24 février : une quarantaine de personnes à une réunion sur les luttes ouvrières et la situation politique avec Jean-Michel Delarbre et Alain Bobbio.

Amiens : le 22 février, 70 participants à un meeting avec Michel Rotman, candidat LC. Débat avec des militants du PSU.

Aubervilliers : Vendredi 23 février, la municipalité PCF ayant accordé la salle deux jours avant, un meeting s'est tenu avec une quarantaine de participants.

Aix-en-Provence : le 23 février, 250 participants, dont la moitié de travailleurs à un meeting sur le socialisme que nous voulons avec Yves Salesse et les candidats LC. Débat avec des militants CGT, constitution d'un comité de soutien aux candidats inculpés.

Albi : le 22 février. Près de 150 participants à une réunion-débat avec Daniel Bensaid et Patrick Mignard, candidat LC, sur la crise de la bourgeoisie et la voie révolutionnaire vers le socialisme. Discussion animée sur le gauchisme, l'occitanie, l'électoratisme.

Bordeaux, le 24 février : près de 300 personnes à un meeting sur « le socialisme à l'ordre du jour », avec le candidat LC Peyrou et Daniel Bensaid Succès, malgré les tracasseries de l'administration Chaban : lumières de la salle éteintes à 23 h ! Cela n'a pas empêché la salle de chanter l'Inter... dans le noir. Débat sur l'école, l'auto-gestion, la dictature du prolétariat.

Bourges, le 23 février : 15 personnes à une réunion avec Jean Métais sur les luttes ouvrières et les élections.

Caen : 350 participants au meeting avec Gérard Filoche.

VIOLENCE FASCISTE AUX ANTILLES

La campagne électorale se déroule aux Antilles dans un climat de violence. Le député UDR Sablé a formé une bande armée qui attaque les meetings des partis progressistes.

Samedi 24, cette bande fasciste a agressé un meeting du Parti Populaire Martiniquais dans la commune de Saint Marin, faisant quatre blessés. Dimanche 25, nouvelle attaque d'un meeting du PC dans la commune de Saint Esprit : un blessé. Lundi 26, un meeting du GRS dans la commune de François rassemblait plus de 1000 personnes. Les fascistes ont attaqué. Grâce à l'intervention des militants du Parti Communiste Martiniquais et du Groupe Révolution Socialiste, il n'y a pas eu de blessés.

Melun, le 24 février : 60 participants au meeting avec Alain Bobbio et J.F. Chalot. Echange très vif avec un journaliste qui crut bon de défendre « l'objectivité » (sic) du *Parisien Libéré* ! Débat sur la liberté de la presse, l'attitude vis-à-vis des fascistes, l'auto-défense, le PCF et la classe ouvrière.

Corbeil, 80 personnes ont participé à une réunion-débat avec Alain Krivine. Le candidat de LO de la circonscription a pris la parole.

Fécamp, le 26 février : 30 personnes avec G. Guillaud.

Gisors, le 26 février : 30 personnes avec J.C. Laumonier.

Grenoble, 500 personnes avec Charles Michaloux et Jean-Louis Dion, ouvrier à Progyl et candidat de la Ligue pour le deuxième meeting de la campagne sur Grenoble. Projection de films, débats, etc., pendant quatre heures.

Evreux : le 23 février. Le PCF avait convoqué un meeting le même soir. Aussi beaucoup de gens ont-ils été obligés de choisir entre son meeting et le nôtre (140 participants). Un couple se divisa : la femme est venue entendre la Ligue, le mari le PCF, pour en discuter après. Trois orateurs, Jean Couronné (suppléant) et Alfred Recours (candidat) puis Gérard Filoche (BP de la Ligue). Une longue discussion s'est déroulée sur l'ORTF, la violence, l'impérialisme, le processus révolutionnaire.

La Rochelle, 120 personnes à un meeting avec les candidats LC et un camarade du Bureau Politique. Débat sur ce qu'est la Ligue, nos consignes de vote et surtout sur le socialisme que nous voulons. Dans la même circonscription, une réunion a eu lieu à l'île de Ré, 40 personnes y ont assisté et ont participé à un débat très animé.

Rennes : LA PREFECTURE OCCUPEE

Les électeurs de la 2ème circonscription de Rennes ne recevront pas la « profession de foi » des candidats de la Ligue Communiste. La commission de propagande en a décidé ainsi. Prétexte : le nombre de feuilles n'étant pas suffisant, ce serait établir une « discrimination arbitraire » que d'en envoyer à certains électeurs et pas à d'autres ! Riposte immédiate : lundi 26 février, le PSU, LO et la Ligue tiennent une conférence de presse qui se termine par une occupation de la préfecture pendant 4 heures. Mais les flics, transportés en hâte, interviennent et matraquent indistinctement dans les couloirs et les escaliers.

L'objectif de l'opération est atteint : démontrer publiquement et devant la presse que la légalité bourgeoise est à sens unique.

Les réactions du PC et du PS sont, elles aussi, très instructives. Pour le candidat PS, Philipponeau, « ce qu'a fait la préfecture est légal, on n'y peut rien ». Quant aux démocrates avancés du PCF, ils sont restés muets sauf un militant qui, lors de l'intervention des flics, a accusé les manifestants de... « faire du mal au parti ».

Dieppe, le 23 février : 50 participants à une réunion avec J.C. Laumonier et Jean-Pierre Rataj, candidat local LC.

Grand-Couronne (Seine Maritime), le 23 février : 40 personnes à une réunion avec Rica Bentolila. Débat intéressant avec la salle, essentiellement composée de travailleurs.

Ivry : le 22 février, une centaine de personnes ont participé au premier meeting de la Ligue sur Ivry avec Dominique Melh candidate Ligue et Charles Michaloux. Le débat intéressant s'est animé avec l'intervention du candidat PS, qui s'est fait un chaud défenseur du socialisme de sa camarade Golda Meir. Si la municipalité communiste d'Ivry n'a pas fait de difficultés pour prêter une salle, les militants du PC ont fait preuve d'un zèle peu commun pour recouvrir nos affiches moins de vingt minutes après qu'elles aient été collées.

Drèux, le 23 février : avec Denis Marx, 25 personnes. Débat très intéressant avec des militants de la CFDT, du PS, de l'Action Catholique Ouvrière et des anarcho-syndicalistes espagnols.

Chelles, le 25 février : pendant plus de quatre heures, la caravane rouge a parcouru les rues, les marchés, les HLM, les bidonvilles et les cités ouvrières de Chelles et des Coudreaux pour populariser la campagne révolutionnaire de la Ligue et appeler au meeting central sur Chelles, le 28.

Lyon, le 26 février, 1300 personnes ont participé au meeting débat avec Jeannette Habel et Jacques Fortin, candidats LC et Alain Krivine. Une vingtaine de militants de l'OCI, conduits par Duteuil, candidat, ont pris prétexte que l'entrée était payante pour essayer d'empêcher le public d'entrer aux cris de « Krivine assassin ». Admirez la logique de cette organisation qui nous demande en même temps d'où vient l'argent... Le service d'ordre commun Ligue-LO a empêché ces provocateurs d'entrer dans le meeting.

Clermont : le 23 février, plus de 300 participants au meeting « Préparer l'affrontement avec l'Etat bourgeois » avec Janine Bascouly, candidate de la Ligue Communiste, Giordano Frassetto, suppléant et Henri Weber. Informations sur les actions anti-militaristes développées à Clermont, à l'initiative de la Ligue et sur la situation au camp militaire de la Courtine, après la mort d'un appelé. Projection du film sur l'entraînement des brigades spéciales... Après le discours introductif d'Henri Weber, discussion avec des militants du Parti Communiste. Un militant ouvrier, qui a « vécu 1936 », demande des éclaircissements sur notre analyse du Front Populaire. Un étudiant de l'UEC s'efforce de démontrer que l'application du programme commun priverait bien la bourgeoisie des leviers de commande économiques et demande ce que nous entendons exactement par « briser l'Etat bourgeois ».

Un vieux travailleur, responsable ouvrier en 1936, explique comment les ouvriers révolutionnaires de sa génération ont été constamment invités par les dirigeants du PS et du PC à remettre à plus tard la réalisation des tâches révolutionnaires. Il exhorte les jeunes militants à ne plus se laisser lanterner par les appareils réformistes. Engagement pris, par acclamations, par la salle enthousiaste.

Montargis : 15 personnes à une réunion sur l'auto-gestion. 20 participants, dont une douzaine de lycéens, à une réunion sur l'armée.

Muret (20 kms de Toulouse), le 22 février : plus de 100 lycéens à un débat sur l'art, l'Europe, les élections, le socialisme.

Nice, le 22 février : 250 participants au meeting sur « les révolutionnaires et les élections » avec Jean-François Godchau, candidat Ligue, Philippe Tordjmann, suppléant et Henri Weber. Débat sur le désistement pour l'Union de la Gauche au second tour, avec des militants de « Révolution » et sur les perspectives des révolutionnaires après les élections, avec Yvan Craipeau, membre de la direction politique nationale du PSU.

Reims, le 23 février : 120 personnes à un meeting avec A. Bobbio et le candidat Ligue. Discussion avec un militant du PCF et plusieurs travailleurs de la ville. Vente d'une plaquette éditée par la section de Reims sur le journal « l'Union ».

Paris-XIIIème, le 26 février : 120 personnes avec la candidate Pascale Biquard et Gérard Filoche.

Paris XXème : le 22 février est sorti après plus de 10 ans d'interdiction, le film « Octobre à Paris » du réalisateur J. Panigel. Il a fallu un mois de grève de la faim du cinéaste René Vautier pour obtenir de Duhamel et Marcellin le visa de censure. Le ministre des Affaires Culturelles a tout essayé pour empêcher cette projection. Il a ressorti un règlement jamais appliqué qui prétend interdire toute diffusion d'un film dont le visa a moins de quatre

ans, en séance non commerciale. Ce qui serait revenu à censurer ce film 16 ans et non seulement 12 ans.

Ce film a été interdit parce qu'il montre la répression sauvage de travailleurs algériens en octobre 1961 à Paris, qui s'est soldée par l'assassinat de 250 travailleurs par la police, ainsi que la manifestation de Charonne en février 62 où la police a tué 7 Français.

Ce film a permis d'introduire un débat intéressant sur la réalité de l'Etat fort et l'impossibilité de « démocratiser » l'Etat bourgeois, auquel ont participé 150 personnes. Notre détermination a contraint le ministère à reculer. Ce meeting aura ainsi permis de rendre effective cette autorisation.

Rueil : le 16 février, une quarantaine de personnes à une réunion avec les candidats sur le sens des candidatures révolutionnaires, l'impasse réformiste et le socialisme que nous voulons, à l'école Tuck Stell.

La discussion a démarré par deux interventions des travailleurs de Renault et de Simca sur les conditions de travail et s'est poursuivie longuement sur le socialisme que nous voulons, l'homme nouveau, l'école etc... Le 25 février, pendant deux heures caravane rouge dans les rues de la ville. Un car de flics de Baumel intervenait à chaque carrefour pour empêcher la sortie des drapeaux rouges et les prises de parole à la sono.

Strasbourg : 400 personnes à un meeting avec Charles Michaloux.

Strasbourg : la Ligue a utilisé les colonnes de la presse auxquelles elle avait droit pendant la campagne électorale pour populariser les luttes des travailleurs alsaciens. Une grande banderole a été déployée sur la gare. Enfin, un comité de soutien a été créé pour la grève de Jeudy.

La Nouvelle Action Française avait prévu de faire un meeting le 15 février à la faculté de Lettres à la gloire de Maurras. La mobilisation anti-fasciste sur la fac a permis d'interdire ce meeting : 70 personnes ont bloqué les entrées de la salle. Une prise de parole a été faite pour expliquer aux étudiants le sens de cette mobilisation.

Dans le cadre des colloques université-industrie, le colonel qui préside la commission « Armée-Jeunesse » est venu faire une conférence... à la chambre patronale. Mais ce 19 février, il n'a pas pu parler longtemps. La mobilisation réalisée par le Comité de Défense des Appelés l'en a empêché. Un militant de la Ligue est monté à la tribune, a pris le micro à la barbe du colon pour expliquer la nécessité de la lutte contre l'embrigadement de la jeunesse, contre l'armée, briseur de grève, contre la suppression des sursis. C'est en chantant l'Internationale que la salle est sortie : la conférence du colonel n'a pas eu lieu !

Sartrouville, le 12 février : réunion sur le thème « marine nationale, marine coloniale, marine du capital » à Houilles, où se trouve l'état-major de la marine : 70 participants.

Le 21 février à Sartrouville 100 personnes au meeting avec Jean-Marc Rosenfeld, candidat Ligue, et Pierre Rousset.

Le même jour, réunion sur « les bandes armées du capital » avec des travailleurs de l'EDF-Chatou, des membres de l'UL-CFDT.

Le 23, 20 personnes à une réunion sur le Chili. Le 26, 20 personnes également sur le thème : « peut-on changer la vie en gardant Pompidou ? ». Le 28, réunion sur « l'Ecole que nous voulons ».

Sarcelles : jeudi 22 février, réunion sur l'avortement avec les candidats et G. Chaouat, médecin signataire du manifeste des 331 ; longue discussion avec les 50 participants, notamment avec une militante du PS et du MLF.

Un meeting central aura lieu le 1er mars à Sarcelles. Des réunions publiques sont prévues à Garges, Villiers le Bel, Goussainville et Bouffémont.

Saint Denis : Après une réunion de jeunes travailleurs, s'est tenue une réunion de quartier, cités Joliot-Curie et St Rémy où une longue discussion s'est engagée avec un groupe de travailleurs. Ceux-ci ont pris rendez-vous pour le meeting central du 1er mars.

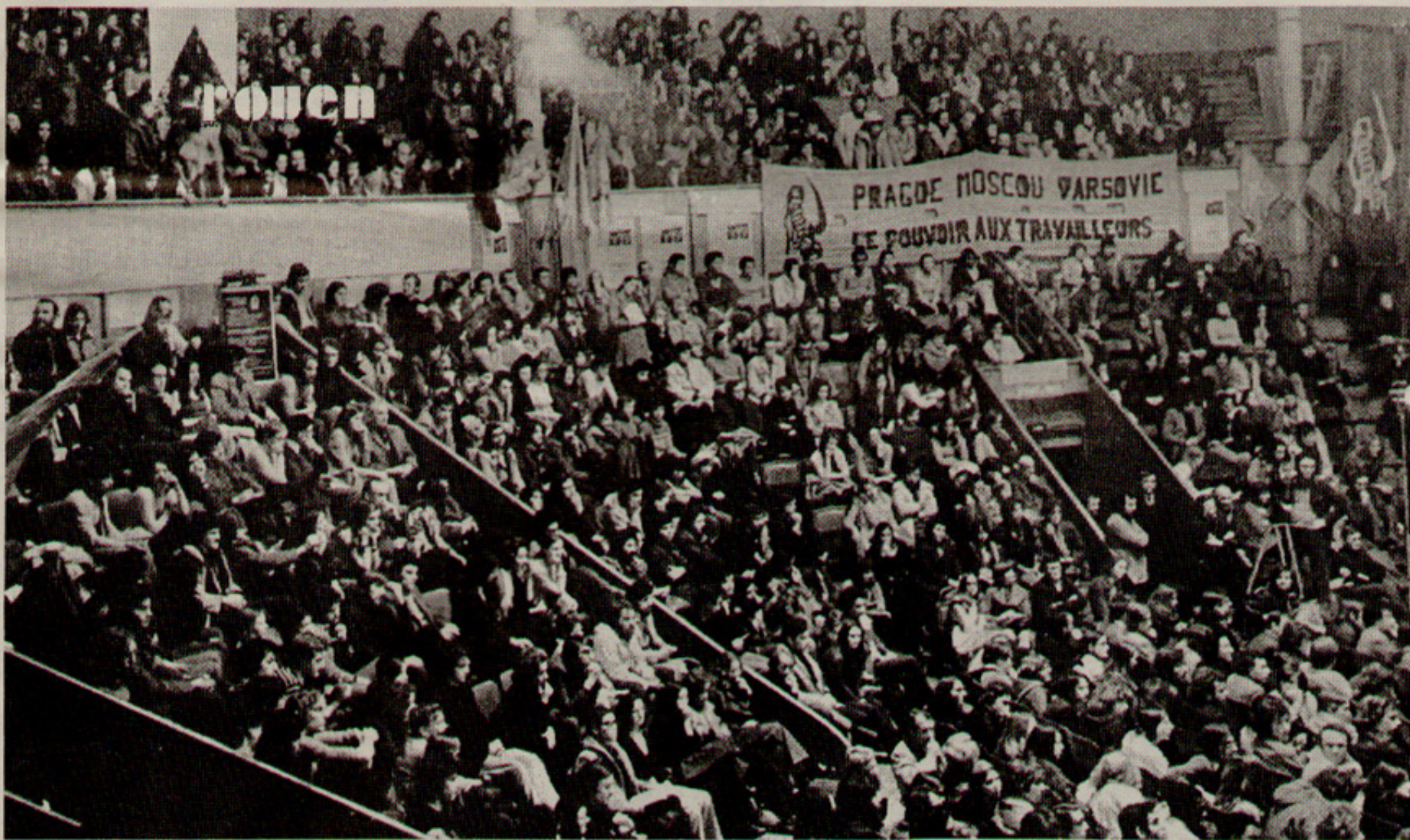
Saint Ouen : Mercredi 21 février, une réunion a pu finalement se tenir dans une salle accordée seulement deux jours avant par la Municipalité PCF et Fajon. Outre les militants locaux de la Ligue, plus de 25 personnes étaient venues engager un long débat sur le socialisme que nous voulons. De nombreuses brochures ont été achetées à la sortie et des contacts pris. 2 meetings centraux auront lieu dans la circonscription le 1er mars, à St Ouen et à Pierrefitte, avec les candidats.

Toulouse, le 22 février : école de formation centrale étudiante sur les classes sociales en France et les théoriciens de la « nouvelle classe moyenne ».

Dans l'après-midi, manifestation pour la contraception et l'avortement libres et gratuits.

Le 23 février : des militants LC et LO occupent l'agence Manpower. J. Giron et Agnès Souriac pour la Ligue dénoncent devant la presse le rôle des agences de main-d'œuvre temporaire, dans une région particulièrement frappée par le chômage.

Villeparisis, le 23 février : plus de 25 personnes à une réunion sur les élections, l'Union de la Gauche, les perspectives après le 11 mars. Discussion sur le Chili, l'auto-gestion, la démocratie socialiste, le maoïsme, l'électorisme et... l'Eglise !



2000 participants au meeting de Rouen !

Longuement préparé (plus d'un mois de travail de toutes les cellules de la section rouennaise) à l'aide d'un matériel considérable (15 000 affiches, plus de 120 000 tracts), le meeting central de la campagne à Rouen s'est révélé être le plus important que nous ayons réalisé sur la ville. Plus important que le meeting de la campagne présidentielle de 1969, plus important que tous les autres rassemblements de la Ligue. Nous n'avions jamais loué le Cirque de Rouen depuis... mai-juin 68 : la JCR avait alors organisé une réunion avec 750 à 800 participants.

Pourtant, la veille du meeting, le PCF avait préparé en catastrophe (3 jours avant) un meeting avec Georges Marchais et Roland Leroy. Contre-offensive directe à l'impact de notre propagande, Leroy avait débuté le meeting du PCF en disant qu'il y avait deux manières de critiquer le programme commun, celle de Pompidou et celle de Krivine (sic). L'Humanité affirma qu'il y avait 5 000 personnes. Mensonge : le Cirque de Rouen contient 2 200 places assises, admettons qu'il y ait eu 2 500 à Marchais... « leur » meeting non seulement ne fit pas contre-feu au nôtre mais au contraire plusieurs centaines de personnes venues « voir » Marchais étaient présentes au mee-

ting de la Ligue. Nous avons posé des questions à Marchais les institutions, les nationalisations, l'armée et l'avortement. Nous y répondîmes le lendemain.

Beaucoup d'orateurs : sous la présidence de Jean-Claude Laumonier, dirigeant rouennais de la Ligue, se succédèrent le docteur Michel Vivet signataire du manifeste des 331 « avortements », un camarade invité de « Lutte Ouvrière » puis Gérard Filoche qui intervint sur la question de l'internationalisme et du soutien à la révolution indochinoise, Alain Létuvé qui fit le tableau de la crise de la Vème République, Rica Bentolila qui décrivit le socialisme pour

lequel nous combattons, et enfin, Alain Krivine sur les élections et le programme commun. Applaudissements, acclamations, mots d'ordre. Un court intervalle avant le débat permit de collecter (près de 5000 F au total). Pendant tout le meeting des diapositives étaient projetées sur deux écrans géants de chaque côté de la tribune, avec des photos de luttes ou des mots d'ordre. Décoré massivement, le cirque de Rouen, rempli à ras-bord, des gens assis sur toutes les marches et debout dans chaque entrée, était méconnaissable.

Le degré d'organisation du meeting fut remarqué par tous. Mais ce qui est le plus important à noter, c'est le nombre élevé de

travailleurs (700, 800, plus...) et pour le reste la grande jeunesse des lycéens (une manif de 2 000 lycéens avait eu lieu l'après-midi contre la répression), des étudiants. 30 salariés de l'hôpital psychiatrique, 25 de la SNCF, 20 de Renault-Cléon, 20 de la Schell, 30 des PetT, toutes les cellules ouvrières de la Ligue avaient fait le plein des sympathisants.

Le journal télévisé régional a annoncé 2 000 participants tandis que « Paris-Normandie » de plus en plus à la solde de Lecanuet et de plus en plus muet sur les activités des révolutionnaires a annoncé « plus de 1 500 supporters ». L'ORTF a passé 4 minutes de l'intervention d'Alain Krivine.

Vieux centre industriel, la Lorraine est en train d'être liquidée par ceux-là mêmes qui y avaient construit les usines, par ceux-là mêmes qui au pouvoir les représentaient. Parce qu'il est plus rentable d'importer le fer des pays sous-développés plutôt que de l'extraire des mines lorraines, les patrons installent leurs usines à Dunkerque et à Fos. En Lorraine, avec la bénédiction de l'Etat, ils licencient.

Les milliers de licenciements en cours ont provoqué la prise de conscience des travailleurs : le pouvoir de la réaction est remis en cause dans un de ses fiefs. Pief traditionnel grâce à de Gaulle qui « rendit la Lorraine à la France » (c'est-à-dire aux patrons français), grâce à la hiérarchie catholique, grâce au paternalisme des de Wendel qui « prennent en charge » les travailleurs du berceau au cimetière en passant par l'Ecole, le stade, etc... Par ailleurs, dans la région, plus de la moitié des travailleurs sont immigrés ou des enfants d'immigrés. Ils n'ont pas le droit de vote. Les lois de la bourgeoisie apparaissent ainsi au grand jour comme des lois faites pour préserver le pouvoir de ceux qui exploitent les ouvriers, Français et immigrés, qui expliquent aux travailleurs qu'ils ne sont pas assez intelligents pour diriger les usines.

La Ligue Communiste présente des candidats dans la vallée de la Fensch, à Metz et à Nancy. Notre campagne : dénoncer le capitalisme et ses candidats (on n'est pas candidat de la majorité en Lorraine quand on n'est pas directement soutenu par le patronat local...), expliquer quel socialisme nous voulons.

Le débat sur les moyens de changer le système est engagé :

- aux réformistes qui acceptent le cadre de la démocratie bourgeoise ;
- à ceux qui, en octobre 71, n'ont pas organisé la riposte contre les licenciements sous prétexte qu'il fallait attendre les élections de mars 73 ;
- à ceux qui se prétendent de gauche mais qui ne se privent pas des magouillages électoraux (à Thionville-Ouest, Madelaine, ex-candidat PSU, est aujourd'hui candidat PS, Jacob, parce qu'il n'a pas reçu l'investiture PS, est candidat réformateur).

A tous ces gens, nous disons : contre l'Etat-UDR, une seule solution : l'organisation des luttes, français-immigrés tous unis pour mettre à bas le système exploiteur et instaurer le socialisme.

Fensch Rouge

La cellule Wendel Sidelor de la Ligue publie un bulletin « Fensch Rouge ». En voici des extraits (20 février) :

« Le plan définitif (?) du financement de Fos s/Mer vient d'être publié : 500 millions d'emprunt supplémentaire et une rallonge de 800 millions - ô combien amicale ! - de la part de l'Etat. 800 millions qui viennent s'ajouter aux 1850 déjà accordés par l'intermédiaire du FDES.

Un cadeau de 800 millions ! De quoi satisfaire largement les revendications essentielles des travailleurs de la sidérurgie !

L'exploitation sans limite des travailleurs, la récupération des fruits de leur travail ne suffit plus aux patrons de l'acier. Il leur faut en plus les dons gracieux que leur fait leur gouvernement, leur Etat, avec l'argent des contribuables, avec notre argent !

Déjà en 1966, Marcellin « la matraque » ministre de l'Industrie à l'époque, et Debré, ministre aux Finances, s'étaient engagés à donner plusieurs milliards aux patrons lorrains. Pour quoi faire ?

Ils disent

La sidérurgie lorraine n'est plus rentable.

La « reconversion » et l'aménagement du territoire sont indispensables.

Nous disons

Qui a laissé vieillir sans investissements et pendant des dizaines d'années la sidérurgie lorraine ?

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la gestion capitaliste.

Tout ceci a des conséquences et elles sont claires : les 12 500 suppressions d'emplois à Wendel Sidelor et les 2500 - pour commencer - à Usinor-Thionville, les mutations, les déclassements, le renvoi des travailleurs immigrés, facilité par la « circulaire Fontanet », le refus de la satisfaction des revendications les plus élémentaires.

Nos problèmes ne seront pas résolus dans le cadre du système capitaliste !

Il faut briser l'Etat des patrons ! Le pouvoir à ceux qui produisent !

REFORMATEUR OU FASCISTE ?

Un nommé Kiffer est candidat réformateur dans la deuxième circonscription de Metz. Dans un interview au journal « Le Point », il a déclaré « Moi, anti-sémite ? ...Alors que je ne peux pas sentir les Arabes ! ».

DES PAROLES... ET DES ACTES !

Ce qu'ils ont dit

Ils (les députés UDR, les ministres, et les patrons de la sidérurgie) ne cessent de le dire : la Lorraine « prépare son avenir » ; le « pari » est engagé : la région se restructure, elle évolue, elle se modernise, « pour le plus grand bien des Lorrains ».

Dherse, PDG de Wendel-Sidelor :

« Notre plan de conversion est un plan de progrès économique et social ; il modifiera les situations mais ne laissera personne sans emploi ».

Pompidou, au cours de son voyage en Lorraine (avril 72) :

« Un tel pessimisme, je vous le dis, est hors de saison et profondément contraire au tempérament lorrain, travailleur obstiné, réaliste et patriote (...). En réalité, la situation économique de la région reste globalement convenable et j'ajoute, virtuellement excellente (...). Ce n'est pas en Lorraine que je m'abandonnerais au pessimisme ».

Ce qu'ils ont fait

Patrons et ministres ont organisé et planifié le chômage : le plan de conversion de Wendel-Sidelor a accru l'exploitation et provoqué l'exode.

Pour l'expliquer, nous avons interviewé Robert Durm, candidat de la Ligue, travailleur à l'usine de Knutange.

Q.- Quelle est la situation des sidérurgistes depuis l'annonce des 12 500 licenciements l'an dernier ?

R.- Le plan de conversion est déjà réalisé à moitié : en un an, 6000 postes ont été supprimés. Knutange par exemple, en six mois (de janvier à juillet 72), 874 ouvriers ont quitté l'usine.

Les premiers travailleurs touchés ont été les immigrés, surtout les Algériens. Tous les contrats temporaires ont été supprimés. Les gars ont été obligés de partir ; certains sont allés à Fos en espérant y trouver un travail ; beaucoup sont retournés dans leur pays.

Et puis il y a toute la politique des patrons pour écœurer les travailleurs. Certains ont été mutés de Knutange à Hayange ; quelques mois après, on les fait revenir à Knutange. Ce genre de trucs est très fréquent. A l'intérieur même des usines, on fait changer les types de place sans arrêt.

A l'annonce du plan de conversion, beaucoup de jeunes sont partis d'eux-mêmes. Ils ont préféré démissionner plutôt que d'être trimbalés d'une usine à l'autre. Ils sont allés en Allemagne, au Luxembourg.

Q.- Pour ceux qui ont été reclassés, comment ça se passe ?

R.- Une seule chose a été obtenue par les travailleurs : le prix du trajet pour aller à l'usine est le même, quelle que soit la distance à parcourir. Les ouvriers qui ont changé de lieu de travail ne perdent donc pas sur ce plan là.

Mais pour le reste, l'exploitation s'est accrue : il y a des types qui font 60 km aller-retour ; par exemple ceux de Micheville qui ont été mutés à Hayange. Cela fait donc plusieurs heures de transport en plus du temps de travail. Pour tous ceux qui ont été reclassés, c'est pareil.

Il y a en plus le problème des salaires. Ceux qui en étant mutés passent au travail en feu continu (les 3 x 8 en équipe du matin, d'après-midi et du soir) ne perdent rien en valeur absolue, mais leurs conditions de travail sont bien plus pénibles. Ceux qui avant d'être mutés travaillaient déjà en continu, eux ils perdent 200 à 300 F par mois à cause du



La Lorraine...

...vue par JJSS



en passant

par la lorraine

déclassement ! Pour l'instant, il y a une compensation, mais elle ne dure qu'un an !

Q.- Il y a encore plus d'accidents du travail qu'avant. A quoi est-ce dû ?

R.- La première raison, c'est qu'il y a eu un développement des boîtes d'intérimaires. Les patrons ont supprimé tellement d'emplois que maintenant, pour certains travaux, il manque du monde. Alors ils embauchent des intérimaires car ils peuvent les vider comme ils veulent. Rien qu'à Knutange et Hayange, il y a 600 travailleurs intérimaires.

Ils viennent le matin, on leur donne un travail (nettoyer, charger les wagons...) et le lendemain ils vont sur une autre usine pour faire un travail tout à fait différent. Or les gars ne connaissent pas les usines, ils ne connaissent pas les endroits dangereux ; en plus les règles de sécurité sont écrites seulement en Français, mais les gars sont pour la plupart des immigrés et ne comprennent pas ce qui est écrit !

C'est ce qui explique qu'il y ait tellement d'accidents.

La deuxième raison, c'est qu'avec le plan de conversion, Wendel-Sidelor ne fait plus aucun investissement. Dans les installations qui doivent être arrêtées, plus aucune réparation n'est faite.

En janvier, la tuyère d'un haut fourneau a éclaté et un ouvrier a été tué : l'installation avait été laissée en mauvais état. Les patrons sont donc directement responsables, pourtant ils n'ont bien sûr pas été inquiétés.

La rentabilisation des vieilles installations, l'augmentation des cadences, le passage à feu continu fait que les risques sont considérables. Il n'y a qu'une cause à tous les accidents : la rentabilité patronale.

La « conversion de la sidérurgie » se traduit par une chose toute simple : le niveau antérieur de la production est maintenu, mais avec moins de bons hommes et aucun investissement.

Cette « conversion », c'est pour le patron : la rentabilité maximum. Pour les ouvriers : le chômage, la baisse des salaires et les accidents.

EXPROPRIER OU PRENDRE DES PARTICIPATIONS ?

Pour améliorer la situation des travailleurs, le programme commun prévoit de la part de l'Etat des « prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires » à Wendel-Sidelor et Usinor.

Ainsi, la gauche pense changer quelque chose en gardant les patrons tels qu'ils sont ! A la tête de l'usine, les Dherse et les Borgeaud continueraient à commander, avec la seule différence que des représentants de l'Etat seraient à leur côté ! Mais qui peut penser que les patrons changeront de politique par le seul fait qu'un gouvernement de gauche sera au pouvoir ?

Il n'y a pas de partage de pouvoir possible avec les patrons dans les entreprises. Ce sont soit les patrons qui dirigent, soit les travailleurs. Mais pas les deux ensemble : leurs intérêts sont antagoniques. Les silences du programme commun sur ce point sont inquiétants.

Pour nous, il n'y a qu'une solution pour changer véritablement la situation des ouvriers : c'est l'expropriation pure et simple de Wendel-Sidelor et d'Usinor, et la réduction massive du temps de travail des ouvriers :

- les travailleurs n'ont pas à racheter des actions à ceux qui les exploitent depuis des siècles, à ceux qui, grâce à l'Etat-UDR, utilisent les impôts des travailleurs pour arrondir leurs profits ;
- les travailleurs n'ont pas à partager leur pouvoir avec leurs exploités !

la ligue en campagne

Vallée de la Fensch

De nombreux meetings débats ont été organisés dans les cités ouvrières sur le thème « le socialisme que nous voulons » et les « luttes d'aujourd'hui préparent le socialisme de demain ».

Ces réunions ont eu lieu à : Audun le Tiche, Fontoy, Knutange, Marspich, Ottange, au Konacker.

Le 5 février, un débat à Nilvange avec André Fichaux, de l'EGF-Brest, 60 personnes.

Le 23 février, à Hayange, meeting avec Alain Krivine. 90 personnes, dont de nombreux travailleurs immigrés. Le débat a porté

sur notre conception de la démocratie et sur le sens de notre appel au vote Union de la Gauche au second tour.

Aux portes des usines, à Knutange, Hayange, prises de parole pour dénoncer l'exploitation. Malgré l'intervention systématique des flics, la présence des militants de la Ligue pour distribuer la Fensch et vendre Rouge est régulière. Une intervention sur les lycées avec un bulletin sur la répression contre les jeunes (répression sexuelle, armée, etc..) a été organisée pour préparer un meeting.



Hayange: Krivine, Durn, candidat de la Ligue et travailleur à Knutange, et Nessic, mineur dans les Houillères, débattent avec les ouvriers de DeWendel

metz

Les candidats bourgeois se bousculent au portillon pour enlever le siège de Metz.

Rausch s'était fait élire à la mairie comme apolitique. Aujourd'hui, il emprunte l'étiquette CDP pour se faire élire.

Kiffer, réformateur, fait protéger ses meetings par l'Ordre Nouveau, dont il emprunte parfois le langage.

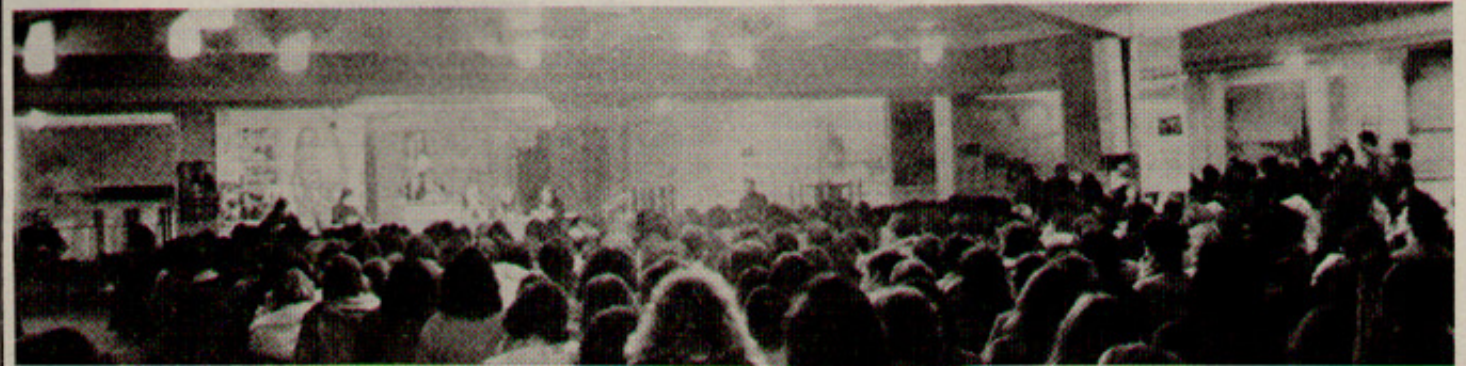
Nass(RI), le député sortant, espère garder son siège malgré un bilan bien peu reluisant.

Dans ce panier de crabes, il est difficile de dire lequel est le pire : chacun se confond en déclarations tapageuses et le matériel publicitaire atteste que ceux qui les soutiennent ne sont pas dans la misère.

La campagne des révolutionnaires, elle, ne se base pas sur un matériel luxueux : les souscriptions des étudiants et des travailleurs ne

permettent pas d'éditer des tracts en papier carton. Cela n'a pas empêché la Ligue de multiplier ses activités :

- meeting au campus universitaire le 8 février, sur le thème : « les voies de passage au socialisme », 35 personnes ;
 - meeting au centre ville le 21, avec 40 personnes, débat sur la violence, l'union de la gauche, la nécessité de l'organisation révolutionnaire ;
 - deux réunions ont eu lieu la dernière semaine : un meeting lycéen sur le thème de la répression de la jeunesse, un nouveau meeting en faculté sur le thème « faut-il réformer l'Ecole ? ».
- Enfin, activité anti-militariste, Metz, ville de « Massu la torture », est le centre de la région militaire où siège le tribunal militaire. De nombreux appels insoumis y sont emprisonnés.



Nancy : Un millier de personnes au meeting avec Krivine et Girardin

nancy

La campagne avait été lancée par un meeting le 25 janvier où 120 personnes étaient venues débattre avec le candidat de la Ligue, Girardin. Des réunions ont eu lieu en fac et sur les lycées et dans toute la région : Pont à Mousson, Tourslaine, Flavigny, Jarville, Dombasle.

Le 22, une réunion contradictoire entre les candidats du PC, du PS, du PSU et de la Ligue s'est tenue devant 600 personnes. Le secrétaire fédéral du PCF, Zaffani, expliqua que tous les groupes de « gauche » présents à la tribune, même ceux « hostiles au programme commun », étaient conviés à se rallier au petit livre orange après les élections. Quant à Borella, secrétaire fédéral du PSU, il a affirmé que ceux qui mettaient le « plaisir comme principale composante des relations sexuelles » ouvraient la voie à une « société de type fasciste ».

Le 23 février, 1000 personnes au meeting. La salle du Rex était pleine à craquer, elle a rarement été autant remplie, pour le meeting avec Girardin, le candidat de la Ligue à Nancy, et Krivine. Les journalistes n'en revenaient pas : pour eux, la Ligue n'était

qu'un groupuscule. Tous les compte-rendus de presse marquent cette surprise : les candidats bourgeois font peu de meetings, et le PSU et le PCF ont réuni, dans la même salle, moins de monde. C'est la réalité de l'intervention militante qui a permis un tel succès. Les participants étaient venus pour s'informer et surtout pour discuter. Au cours du meeting, la parole a été donnée à un militant du comité de liaison anti-militariste et à un militant FSI pour intervenir sur les mobilisations à préparer. On a discuté pendant une heure et demie sur tous les grands problèmes actuels (l'auto-gestion, la situation de la bourgeoisie, le développement des luttes dans la région, le socialisme que nous voulons, etc...). 1000 F ont été collectés pour le paiement de la salle et la souscription.

Arrestation de Girardin

Quelques heures avant le meeting, le camarade Girardin, qui distribuait à la gare de Nancy des tracts anti-militaristes, avait été arrêté par la police. Après vérification d'identité, il a été libéré.

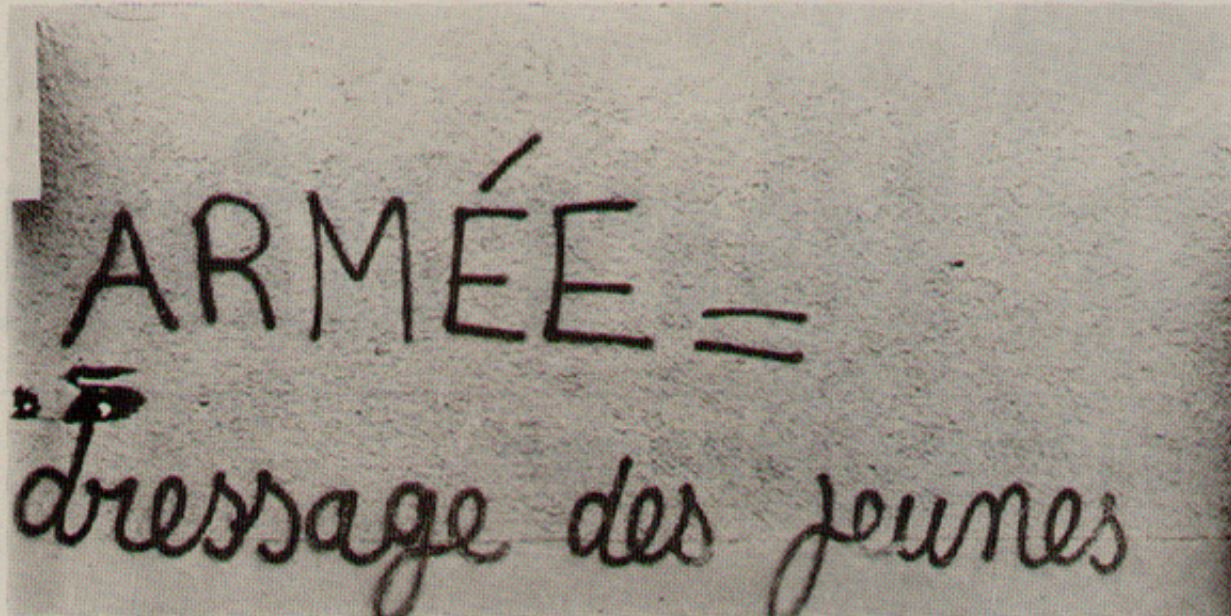


photo PUECH

aiguilleurs du ciel :

ENCORE UNE FOIS, L'ARMÉE CONTRE LES GREVES !

Les électroniciens et officiers civils contrôleurs de la circulation aérienne sont en grève depuis le 20 février. Ils réclament :

- la reconnaissance du droit de grève ;
- l'inclusion des primes de sujétion dans le salaire de base.

Le gouvernement a répondu à ces revendications par l'intransigeance ; il prétend remplacer les grévistes par du personnel militaire. A cette occasion, nous avons reçu du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires le communiqué suivant :

L'opération « Clément-Marot » fait qu'à partir du 24 février, l'armée de l'air couvre l'ensemble de l'espace aérien français.

Que signifie cette utilisation de l'armée de l'air ?

1) Que la sécurité des voyageurs et du personnel navigant n'est pas assurée : un nombre important de risques de collision a été enregistré en mai 68, quand les militaires assuraient la couverture aérienne du pays. Le Président de l'Association Internationale des Pilotes de Lignes (IFALPA) a adressé un télégramme au Ministre des transports : « L'IFALPA comprend qu'il est prévu de substituer le contrôle aérien militaire au contrôle aérien civil en France à partir de 10 h GMT le samedi 24 février. Se fondant sur les expériences précédentes, l'IFALPA considère ce contrôle aérien comme inapte au trafic aérien civil. L'IFALPA demande que cette mesure ne soit pas appliquée. Dans le cas contraire, il n'y aura pas d'autre alternative que de recommander à toutes nos associations membres de cesser les vols commerciaux au-dessus de la France ». Les pilotes français et étrangers ne voleront pas sous le contrôle des militaires. Les pilotes français ont déposé à leur tour un préavis de grève.

Les soldats, sous-officiers et officiers de l'armée de l'air risquent en cas d'accident d'être discrédités aux yeux de l'opinion et d'avoir contribué pour des intérêts qui ne sont pas les leurs à une opération irresponsable.

2) Que l'Armée, encore une fois, est utilisée pour bri-

ser une grève ! Avant hier, la grève des transports RATP, hier la grève des éboueurs, aujourd'hui celle des aiguilleurs du ciel... 71, 72, 73, une grève brisée chaque année ? Est-ce cela la « Défense Nationale » chère à M. Debré ?

Défense nationale ou défense du capital ?

Soldats, sous-officiers et officiers de l'armée de l'air, accepterons-nous de jouer ce rôle de briseur de grève ?

3) Que le gouvernement expérimente une armée de guerre civile !

Tous les décrets de 70 et 71 concernant la D.O.T. organisent la mise sous contrôle militaire de l'ensemble du pays et de l'économie en cas de « crise grave ». Le plan « Clément-Marot » est une opération-test vis-à-vis des plans anti-ouvriers de la clique UDR des Marcellin, Debré et Cie.

« La D.O.T. est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en mai 68 », déclarait le 19 janvier 1970 Fanton, adjoint de Debré, secrétaire d'Etat à la Défense. En cela, il répondait à l'avance aux inquiétudes du patronat qui par la voix de Michel Drancourt (« Entreprise » du 20.6.70) demandait : « Cette armée de demain sera-t-elle à même de briser les révolutions intérieures ? ». Dissuasion contre « l'ennemi extérieur » éventuel ou bien dissuasion contre tout mouvement d'émancipation de la classe ouvrière ?

Nous ne briserons pas la grève des aiguilleurs !

Soldats de l'armée de l'air, travailleurs du ciel, solidarité !



photo PUECH



photo TRIX

Mardi 27, à la Mutualité, au meeting du CDA:AH contre l'armée de la jeunesse.

FEUILLETON : "un document à diffusion restreinte"

Nous commençons dans Rouge à publier en feuilleton les passages succulents d'un document « à diffusion restreinte ». Sous le titre « La Défense Nationale en question », c'est une brochure de questions-réponses, destinées à « armer » (!) les officiers pour répondre aux questions gênantes.

Aujourd'hui, nous publions la réponse à la question : « L'armée est-elle une école d'embrigadement ? ».

Réponse : La définition que le dictionnaire donne de l'embrigadement est la suivante :

« Rassembler, réunir sous une même autorité, en vue d'une action commune ».

De ce point de vue, il y a effectivement embrigadement, qui implique uniformité dans la tenue, discipline, conscience professionnelle, acquisition de connaissances techniques.

Sous ce vocable, on peut aussi comprendre l'information que l'on donne aux jeunes appelés sous forme d'instruction civique, c'est-à-dire connaissance de nos institutions ou d'instruc-

tion sur les problèmes qui concernent la défense du pays.

Le tout est en effet d'obtenir que les jeunes Français non seulement sachent se servir de leurs armes, mais encore aient la volonté et le désir de s'en servir le moment venu.

Posé en ces termes, il y a effectivement embrigadement. Mais si l'on appelle « embrigadement » une sorte d'action psychologique, à base de slogans, qui auraient pour effet de convaincre les jeunes gens appelés sous les drapeaux qu'ils sont au service d'une cause, d'un parti ou d'intérêts particuliers, alors là il y a erreur.

Que l'on se rassure ! Quel est le jeune homme sorti du service qui a eu l'impression d'avoir été victime d'un lavage de cerveau ou d'avoir été réduit à l'état de robot ?

Ce soldat français intelligent, courageux, et généreux mais toujours Laguillaumette et Crainquebille, c'est-à-dire malin, critique et débrouillard, n'est pas à la veille d'être transformé en prétorien.

Tarbes : les anti-militaristes étaient au rendez-vous

Tarbes, le 20 février. D'importantes manœuvres militaires s'achèvent, couronnées par tout un cérémonial de prises d'armes, match de rugby entre légionnaires... Les militants de la Ligue ont fêté l'événement à leur manière : distribution d'un tract anti-militariste sur les usines et les lycées, déploiement de trois banderoles accrochées aux ponts de la ville : « A bas l'armée du capital et de guerre civile ».

A 18 h, la rue principale est bloquée, des tracts sont distribués, de nombreuses prises de parole ont lieu. Les flics arrivent au moment où tout est fini. Ils embarquent néanmoins 2 militants dont le candidat local de la Ligue. Au bout d'une heure on doit les relâcher. Dénoncer l'armée de guerre civile n'est pas un délit.

Correspondant

les lycéens contre la loi debré

Les lycéens ne sont pas des gamins : ils ont vite compris que la loi Debré n'était pas faite pour les chiens. Rien de surprenant donc à ce qu'une sensibilisation croissante se développe dans les bahuts sur cette question.

Les lycéens sont allés immédiatement à l'essentiel : la loi Debré, c'est la suppression du sursis, le service effectué en moyenne à 20 ans. Une coupure souvent irrémédiable dans les études. Sauf pour quelques privilégiés : étudiants en médecine, pharmacie, dentaire.

Allez chercher pourquoi...

Les lycées bougent. Dès avant les vacances de février, plusieurs lycées de province et banlieue sont entrés en lutte contre la loi Debré. Des grèves ont eu lieu notamment à Marseille, Orléans, Cachan. Aujourd'hui, la lutte redémarre de plus belle. Une lutte de longue haleine qui concerne l'ensemble du mouvement lycéen. Un objectif immédiat : le retrait de la loi Debré et l'extension du sursis à tous.

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas toute l'ampleur du mouvement à l'échelle nationale ou dans la région parisienne contre la loi Debré. Ce qui est certain, c'est l'existence d'un climat anti-Debré, favorable à la mobilisa-

manifs ont eu lieu mardi soir. La coordination des comités et AG du mardi 27 au soir tira un premier bilan et fixa les perspectives concrètes pour les jours qui viennent.

...en province

Marseille : là même où le mouvement avait commencé début février, il redémarre avec 3 lycées en grève lundi et 8 mardi matin. Aix : 3 lycées, dont un lycée technique sont en grève mardi matin avec 200 manifestants en ville, qui traversent le pont Mirabeau, opèrent la jonction avec un lycée de filles et s'adressent à la population par voie de tracts et prises de paroles. Lundi 26, 2000 lycéens ont manifesté après des mobilisations et assemblées générales dans les trois lycées, Vauvenargues, Mignet et Cézanne.

Une coordination régionale est envisagée.

Clermont-Ferrand a à son tour été touché par la vague de mobilisation contre la loi Debré. Le 27 février, à 9 h, les grandes classes du lycée Blaise Pascal ont débrayé. La grève avait été préparée par les comités de lutte contre la loi Debré auxquels participent de nombreux militants de la Ligue. Quelques heures plus tard, le mouvement gagnait Montferrand et Amédée Gagnet. A 13 h, assemblée générale à Blaise Pascal. Cinq cents lycéens partent en manif vers Amédée Gagnet. Mille autres les rejoignent. C'est alors une longue marche vers Montferrand, où a lieu une immense AG. L'objectif, pour jeudi dernier, était d'étendre la grève à tout Blaise Pascal et au lycée de filles.

Rouen : journée d'action mercredi avec constitution des comités anti-Debré.

contre l'exclusion d'un lycéen

Après l'exclusion d'un lycéen, la mobilisation continue.

Judi 22, 2 000 lycéens manifestent en ville ce qui représente une mobilisation lycéenne énorme.

Vendredi 23, malgré une certaine démobilisation dans les lycées classiques, les établissements techniques débordent de combativité : 2 CET se mobilisent.

Samedi 24, des tracts sont distribués à la population.

La mobilisation ne s'en arrête pas là et c'est une extension à toute la jeunesse scolarisée qui est prévue.

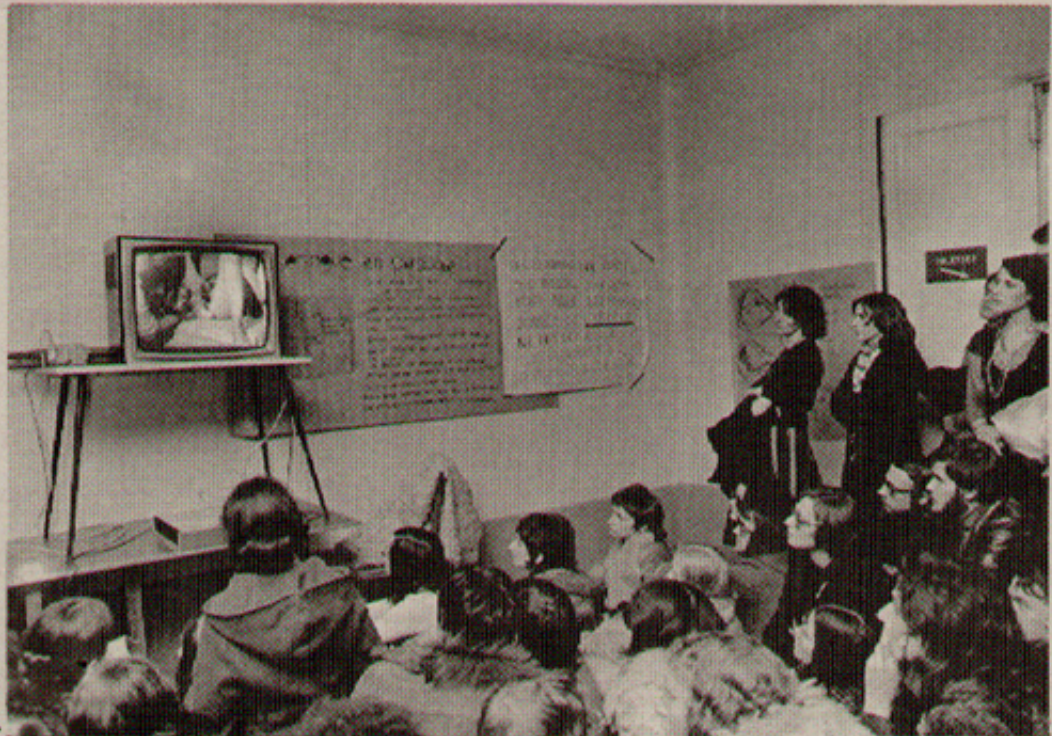


photo GAMMA

Pendant le meeting du 15 février à la Mutualité. Démonstration de la méthode Karman.

avortement

Déculpabilisons la sexualité, contre l'idéologie bourgeoise contre les privilèges de classe pour la gratuité de l'avortement pour toutes

Plus de 3 000 personnes jeudi 15 février à la Mutualité à l'appel du MLF, dans une grande salle dépouillée du cérémonial habituel.

Disposition habituelle : pas de tribune, pas de rangées de sièges, mais un vaste sit-in d'où chacune, à l'abri des regroupements denses autour des micros avait la possibilité de s'exprimer, de porter témoignage...

Là s'arrête l'analogie avec les journées de dénonciation des crimes contre les femmes en mai 72, qui par leur extraordinaire dynamisme sont devenues dans l'histoire du mouvement, les journées de révélation de la mobilisation des femmes.

Le 15 février, s'il y avait sketch (le célèbre « homme enceint » du mouvement américain) ce n'était plus la fête, le feu d'artifice disparat des accusations, l'image authentique et vivante de l'oppression des femmes. Les militants du FHAR ne s'y sont pas trompés : ils ont renoncé à leur propre apparition devant le veto implicite de la salle...

Le 15 février, ce n'était plus des centaines de curieux informés, alléchés par un communiqué de presse, qui étaient venus « voir », mais des militantes. Des militantes pour l'avortement libre et gratuit en quête d'informations, de consignes, pour continuer la lutte. La salle était comble. C'était le fruit d'une intervention réelle des groupes de quartier, de prises de paroles, de distribution de tracts sur les marchés, aux sorties de métro, aux portes des entreprises...

Un pas en avant, deux pas en arrière

Paradoxalement, la méthode de Karman, qui a dédramatisé l'avortement, remis en cause l'autorité toute puissante du médecin, a paru par sa simplicité dépolitiser le problème de l'avortement.

Les médecins signataires, les médecins du GIS, dont le soutien était l'un des objectifs du meeting sont restés en coulisses. La déclaration de leur conférence de presse « notre action est a-politique » prenait tout à coup une étrange résonance et une étrange acuité...

Le pouvoir ? L'ordre ? La loi de 1920 ? La répression ? L'avortement un problème social ?

Un problème de classe ? De santé ? De profit ? De charité ?

Loin de participer à la démythification pour mettre à nu les responsables de la misère de l'avortement clandestin, la seringue a servi à cacher la forêt de l'oppression de la femme, de la répression sexuelle et de l'exploitation capitaliste.

Faites-le vous mêmes ?

Imposer l'avortement, c'est pour certaines, que les femmes apprennent à s'avorter elles-mêmes. C'est là perpétuer la misère actuelle. Imposer cette pratique dans les meilleures conditions médicales est aujourd'hui notre combat, l'étape décisive et indispensable pour l'abrogation de fait de la loi de 1920, pour la déculpabilisation de la sexualité, contre l'idéologie bourgeoise, contre les privilèges de classe pour la gratuité de l'avortement pour toutes.

Notre combat est de banaliser l'avortement, de l'imposer comme un acte médical comme un autre, remboursé par la Sécurité Sociale. Imposons l'avortement dans les dispensaires, les centres hospitaliers eux-mêmes !

Créons, multiplions les comités de soutien aux médecins signataires. Suivons l'exemple de Toulouse, où 130 médecins se sont déclarés solidaires ! Créons un rapport de forces dans le corps médical lui-même pour développer la pratique de l'avortement dans les meilleures conditions et son remboursement par la sécurité sociale. Mettons en déroute l'ordre des médecins !

Eprouvons dans les faits les déclarations de principe de l'Union de la Gauche !

La campagne de signature du manifeste des femmes et des hommes et du manifeste des 331 continue !

Elle doit être suivie d'initiatives concrètes !

L'avortement ne résoud rien

Parce que les femmes sont les premières concernées par l'avortement, c'est à elles qu'est revenue la parole au meeting du 15 février. Certes, les femmes et elles seules vivent l'avortement. Mais l'avortement n'est pas le

seul problème de femmes, pas plus que la lutte pour l'avortement libre et gratuit ne peut être la lutte que des seules femmes.

Identifier la lutte des femmes pour leur émancipation à la lutte pour l'avortement représente une réduction considérable et un danger d'asphyxie que d'autres mouvements (en Amérique du Nord notamment) ont expérimenté.

La perspective de création de centres de femmes, (lieux de rencontres, de débats, d'organisation des femmes sur tous les thèmes de leur oppression), actuellement proposée par certains, peut constituer une réponse contre une telle réduction.

Encore faut-il que leur nature soit claire, que ces centres ne constituent pas des substituts à la pénurie de la société capitaliste. Surtout à l'heure où une pratique libre de l'avortement doit être imposée.

Si cette lutte est urgente qui met à nu toute l'hypocrisie bourgeoise et les clivages sociaux qui se cachent derrière le million d'avortement clandestin, l'information sexuelle, les centres de contraception dans les lycées, les entreprises, les quartiers, les moyens contraceptifs gratuits et à la disposition de tous y compris les mineurs sont des axes de lutte complémentaires essentiels contre l'ordre moral et pour que l'avortement ne soit qu'un ultime recours contre une maternité non désirée.

Le choix de procréer ne sera pas pour autant libre tant que les conditions sociales ne sont réalisées permettant d'élever des enfants sans que ce soit au prix d'une vie familiale de misère et de l'enchaînement de la femme à son foyer : c'est pourquoi la lutte pour la contraception et l'avortement libres et gratuits est pour nous indissociable de celle pour le développement des crèches gratuites et la socialisation des tâches domestiques. Elle est indissociable d'une lutte contre une société qui, parce qu'elle ne sait que glorifier la propriété privée et chercher le profit individuel, est incapable de se donner les moyens d'une pleine satisfaction des besoins sociaux.

Laurence Martin
C. Verla



briseuse de grève et baigne

tion, climat que le travail d'explication des comités contre la loi Debré contribue à créer et qu'ils transforment en action, comme c'est déjà le cas dans certains lycées et CET.

A Paris...

Plusieurs dizaines de milliers de tracts ont été distribués lundi toute la journée, permettant d'expliquer aux lycéens qui rentrent de vacances le sens de la loi Debré et l'appel à la mobilisation. Les premières demi-journées ont vu la constitution de comités contre la loi Debré qui regroupent chaque fois plusieurs dizaines de lycéens.

Quelques AG et prises de paroles ont eu lieu ainsi que des meetings sur l'armée. Des initiatives de rue se tiennent aussi : mardi midi, 100 lycéens du quartier latin bloquent le Boul'Mich en scandant « A bas la loi Debré, le sursis pour tous ». Dans la banlieue sud, 2

Le socialisme : un monde nouveau. Une société tout entière organisée par les travailleurs eux-mêmes pour la satisfaction de leurs besoins et de leurs désirs. Non, ce n'est pas lubie de rêveurs insensés, élucubration d'utopistes éthérés. Le socialisme est possible, il est nécessaire. Encore faut-il s'en donner les moyens. Pour exercer leur pouvoir, les travailleurs doivent avoir le temps de vivre, le temps de gouverner : seule une réduction massive du temps de travail leur en donnera la possibilité.

pour changer la vie

IL FAUT REDUIRE LE TEMPS DE

Beaucoup de monde se réclame à présent du socialisme. L'idée d'un monde nouveau organisé par les travailleurs fait son chemin. Et pourtant, dans les déclarations récentes des directions syndicales, il y a une grande absente : la réduction du temps de travail. La CGT avançait depuis longtemps le mot d'ordre des 40 heures, repris par le programme commun. Mais quand la Vie Ouvrière (7.2.73) énumère aujourd'hui les 12 premières mesures que devrait adopter un gouvernement d'Union de la Gauche, on y voit les 1000 F et la retraite à 60 ans, il n'y a pas un mot sur les 40 heures. Et tout récemment dans la même V.O., les dirigeants de la CGT expliquent qu'on ne pourra pas tout accorder d'un seul coup, que certaines mesures seront étalées dans la durée de la législature, parce qu'il faut commencer par ce qui est prioritaire.

La CFDT, elle, avait régulièrement défendu les 35 heures, comme un objectif parfaitement réalisable, vue l'importance des progrès techniques réalisés. Mais quand son hebdomadaire « Syndicalisme » publie des « Questions au parti socialiste et au programme commun » (15.2.73), il ne parle à aucun moment de la réduction du temps de travail. Pire, Edmond Maire se déclare prêt à « négocier avec un gouvernement de gauche les étapes de la réalisation des revendications prioritaires » ; il met même en garde contre les résultats désastreux qui peuvent arriver « si les aspirations des travailleurs ne sont canalisées que sur des revendications immédiates à coût économique élevé »...

Ces reculs, ces silences sur la réduction du temps de travail sont déjà surprenants. Mais venant d'hommes qui parlent de changer la vie et d'aller au socialisme, ils sont franchement inquiétants. Car s'il y a bien une priorité pour ceux qui veulent bâtir une société dirigée par les travailleurs eux-mêmes, c'est bien celle-là.

Réduire massivement le temps de travail, c'est parfaitement possible

Les « spécialistes » de l'UDR expliquent que les 40 heures tout de suite, ça coûterait trop cher, que le pays serait mis au bord de la ruine, etc...

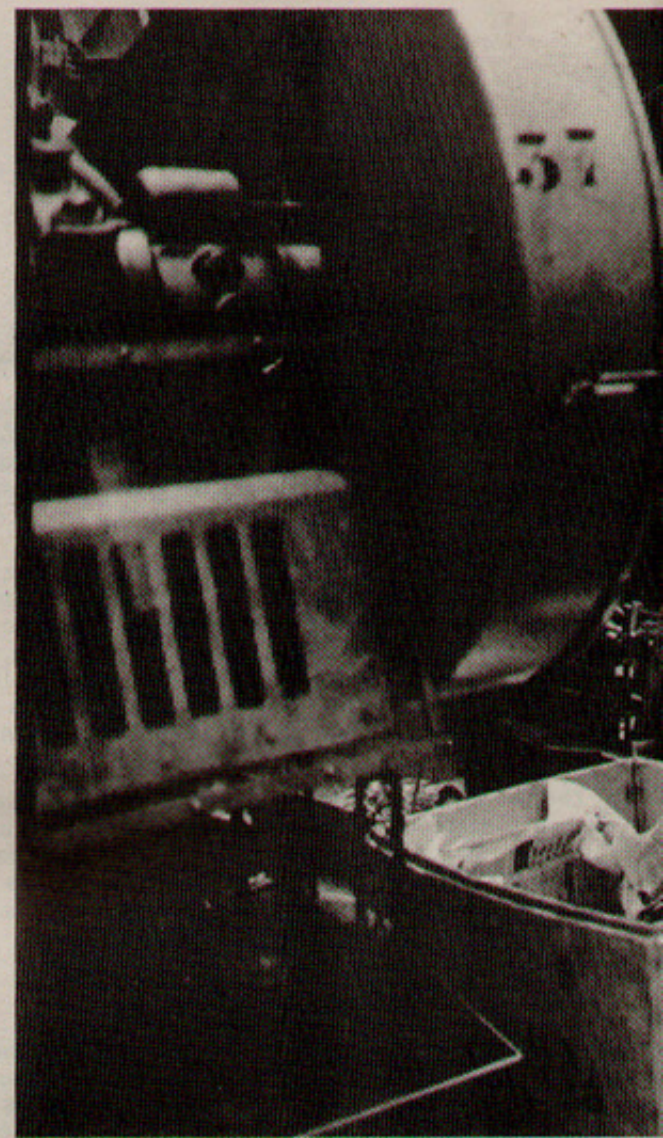
En réalité, dès maintenant, le niveau des forces productives permet une baisse du temps de travail beaucoup plus importante encore, mais il faut pour cela

une organisation radicalement différente de l'économie : il faut mettre en place un système qui fonctionne non pas selon la loi du profit maximum, mais pour satisfaire les besoins des travailleurs.

En France, il y a en 1973 plus d'1/2 million de chômeurs. Mais il faut y ajouter tous les sans-travail qui n'ont pas droit officiellement à ce titre (jeunes, femmes) et tous ceux qui ont renoncé à chercher un emploi : ce sont donc en fait 700 000 à 800 000 personnes qui sont réduites au chômage, dont les capacités sont inutilisées. Situation « normale » et même « satisfaisante », dit le journal de l'UDR, *La Nation*. Les investissements se font sans la moindre vue d'ensemble, en fonction des intérêts de chaque trust. Le résultat : des tonnes de marchandises invendues, des machines sous-employées, 1/5ème des capacités productives inutilisées. Des dizaines de milliards sont gaspillés chaque année à des dépenses improductives et socialement inutiles : publicité, armement, dépenses de prestige, produits de luxe extravagants, etc...

Des centaines de milliers de salariés sont attachés à des fonctions pénibles et inintéressantes de contrôle, de surveillance, de paperasserie qui pourraient être parfaitement supprimées si des services sociaux (santé, transports) étaient gratuits et si des dépenses improductives étaient réduites. C'est tout à fait réalisable si un autre système économique est mis en place, permettant à ces employés d'accomplir des tâches plus utiles et plus enrichissantes, et à l'ensemble des salariés de passer moins de temps à l'usine ou au bureau. L'obstacle à la réduction du temps de travail n'est nullement un obstacle technique. La troisième révolution industrielle, le développement de l'automatisation, en fournissent au contraire chaque jour la preuve : dès les années 30, des procédés semi-automatiques avaient été expérimentés. La firme américaine A.O. Smith (de Milwaukee) avait réussi à construire des machines produisant 7200 châssis d'autos en 522 opérations différentes, toutes accomplies sans la main de l'homme... Dans toutes les branches de l'économie, l'automatisation se développe, permettant de produire la même chose en moins de temps.

Le seul obstacle, c'est le système capitaliste lui-même et ceux à qui il procure des profits.



sortir de l'abrutissement du travail

Le temps de vivre

La réduction du temps de travail n'est pas un objectif secondaire, à discuter plus tard, mais une revendication urgente :

– En France, la semaine de travail est la plus longue d'Europe : 45,5 heures par semaine en moyenne (contre 42 heures en Italie par exemple).

– Les journées sont encore allongées par des voyages interminables, entassés dans les transports en commun.

– Les femmes travailleuses, rentrées chez elles, recommencent une deuxième journée de travail avec le ménage, la cuisine, les enfants. Total : entre 80 et 100 heures de travail effectif pour une ouvrière, mère de deux enfants (selon les enquêtes les plus prudentes).

Quand leur journée est finie, combien de salariés n'ont plus le courage, ni la disponibilité d'esprit pour faire autre chose que de regarder la télé ? Combien sont usés, vieillissent avant l'âge ? Combien n'ont l'impression de vivre réellement qu'un mois par an, au moment des vacances ?

Il est bon d'abaisser l'âge de la retraite, encore faut-il avoir une chance de vivre jusque là et d'en profiter un minimum :

VOILA AUJOURD'HUI L'ESPERANCE DE VIE :
 . d'un mineur 58 à 61 ans
 . d'un manoeuvre 59 à 62 ans
 . d'un ouvrier 63 à 65 ans
 . dans les professions libérales 72 à 74 ans.

Pour que ceux qui produisent les richesses puissent avoir le temps de vivre, il faut réduire massivement la semaine de travail. Parler de formation permanente, de loisirs, de culture pour tous et proposer que les travailleurs continuent à rester 8 heures par jour rivés à leur usine, c'est bluffer ceux à qui l'on s'adresse.



TRAVAIL

Le temps de gouverner

Les partisans de l'Union de la Gauche exaltent la démocratie qu'elle instaurera dans l'entreprise et la société.

En fait, sur le lieu de travail, le programme commun ne prévoit que de conserver les actuels Comités d'Entreprise « rénovés » (responsables syndicaux plus direction) et d'y ajouter une « heure mensuelle d'information ». Peut-on croire sérieusement qu'il est possible de démêler les chiffres et les bilans, de discuter réellement en connaissance de cause des objectifs et des méthodes de production, avec de telles mesures et en continuant à travailler presque aussi longtemps qu'avant ?

Quant au pouvoir politique, il sera toujours exercé par des hommes (députés, président...) élus pour 5 ans, incontrôlables et impossibles à révoquer par les travailleurs en dehors de la date des élections.

Dans un cas comme dans l'autre, on demandera aux travailleurs de « participer » aux tâches accomplies par un petit nombre de « spécialistes », on prévoit même de les « consulter » de temps à autre. Mais dans leur masse, il n'auront en fait aucun pouvoir direct de contrôle ou de décision. Le programme commun ne leur en donne ni le temps ni les moyens. La démocratie « avancée » sera celle du dimanche et des jours d'élection.

Les militants révolutionnaires pensent au contraire que la réduction massive du temps de travail est non seulement possible mais qu'elle est nécessaire pour que les travailleurs aient le temps de gouverner.

Les 40 heures ont déjà été obtenues en 1936, il y a près de 40 ans. Aujourd'hui, la demi-journée de travail n'est pas un rêve cantonné dans les brumes d'un futur inaccessible. C'est un objectif qui pourrait être atteint à brève échéance, par une société qui se donnerait pour tâche de construire le socialisme.

La réduction massive du temps de travail est la meilleure garantie contre les risques de dégénérescence bureaucratique, d'usurpation du pouvoir par une couche de fonctionnaires et de parvenus. C'est la condition indispensable pour que les travailleurs aient réellement les moyens de faire l'apprentissage de la gestion collective de l'économie.

Félix LOURSON



Quand Rocard sera ministre des finances...

« A plus long terme, nous ferions en sorte que la durée du travail soit raccourcie ; il faudrait qu'elle revienne à 41 ou 42 h par semaine dans une première étape. Nous préférons la douceur de vivre aux performances ».

(Conférence de presse de Rocard le 26.2.73 en réponse à Giscard d'Estaing). Un débat entre inspecteurs des finances !

COMMENT LES 40 HEURES FURENT REPERDUES PAR LA CLASSE OUVRIERE APRES 1936

En juillet 1936, les 40 heures sont votées. L'énorme vague de grèves du mois de juin a créé un rapport de force suffisant pour imposer cette revendication au patronat.

Mais, après la fin du mouvement, très vite, le patronat fait tout pour empêcher l'application :

- il explique d'abord que les 40 heures sont un « obstacle à la reprise économique »,
- puis il réclame la récupération des fêtes de Noël et du premier de l'an ; le gouvernement et les directions syndicales acceptent,
- peu après cette récupération est étendue à toutes les fêtes légales : 80 heures par an sont ainsi reprises par le patronat,
- en juillet (puis en décembre 1937) des arrêtés paraissent, autorisant des heures supplémentaires dans les secteurs essentiels (mines de fer, charbon),
- au mois d'août se crée un Comité d'Enquête sur la production avec des représentants de la CGT et du syndicat des patrons, le CGPF. Ses conclusions proposent « l'assouplissement » des premiers décrets et des dérogations supplémentaires pour les industries de « défense nationale »,
- en décembre 1937, est décidée par décret la récupération des heures perdues dans les industries où il y a morte saison, dans celles où il n'y a pas assez de main d'œuvre qualifiée et dans celles dont dépend une partie importante de la production nationale.

Après la chute du Front Populaire et toujours sous couvert de Défense Nationale, les dérogations à la loi sur les 40 heures vont s'accroître. En novembre et en décembre 1938, des décrets paraissent, instituant des sanctions pour ceux qui refusent les heures supplémentaires.

En avril 1939 un nouveau décret supprime les majorations de salaires pour les heures comprises entre la 40ème et la 45ème heure.

Les dernières mesures ont été prises par Daladier et autres réactionnaires, mais la voie est ouverte par le « socialiste » Blum lui-même et ses capitulations successives.

les travailleurs alsaciens n'ont pas attendu les elections

De très nombreuses grèves ont lieu en Alsace : face au patronat qui liquide bon nombre d'activités et paie des salaires dérisoires, les travailleurs se mobilisent.

* Succès de la grève dans le bâtiment

200 ouvriers du Groupement d'intérêts économiques du bâtiment 61 de Hoenheim ont déclenché une grève à l'appel de la CFDT pour obtenir des indemnités de déplacement, des primes de panier et l'augmentation de 10 % des salaires. Sur l'essentiel de ces revendications, les travailleurs ont obtenu satisfaction.

* Grève illimitée chez Polymer à La Wantzenau

Dans cette entreprise qui fabrique du caoutchouc synthétique, une grève illimitée a été déclenchée le vendredi 23 février par les travailleurs postés. Ils réclament l'embauche de personnel, la reclassification des postes, l'amélioration des conditions de travail, l'intégration du personnel des entreprises extérieures et le paiement d'un quart d'heure de relève aux prises de poste.

* A la raffinerie de Strasbourg

Là aussi, les travailleurs postés (150) sont en grève pour appuyer leurs revendications. La grève est totale depuis 15 jours.

* Fin du conflit chez Jeudy

Pour empêcher les licenciements prévus par la direction, les travailleurs s'étaient mis en grève. Grâce à cette action, les travailleurs ont obtenu la garantie de l'emploi pendant 18 mois et l'intervention du comité d'entreprise pour toute mesure concernant la réorganisation de la production : toute mesure de restructuration sera donc soumise à son accord.

dans les hospices de Strasbourg

Depuis deux ans, le personnel des hospices civils de Strasbourg n'avait pas bougé. A l'appel de la CFDT le 8 février après une AG très spectaculaire dans la cour de l'hôpital, 1 500 personnes descendent dans les rues pour dénoncer les conditions scandaleuses qui leur sont faites.

- Institutionnalisation de l'auxiliaire et utilisation systématique du personnel sur des postes plus qualifiés.
- Non paiement des heures supplémentaires et insuffisance des primes de nuit.
- Absence d'une garderie et d'une crèche décentes.
- Abolition du système de notation.
- Minimum de 1 100 F avec progression de 3 % pour 73.
- Titularisation, 13ème mois et FPA.

Devant le refus intransigeant de la direction, les travailleurs hospitaliers décident une grève des soins et administrative de 48 heures les 23 et 24 février.

La première grève depuis 1945

Malgré la pression des mandarins et du syndicat autonome, elle sera une réussite. Dès 6 h 30, les piquets de grève sont en place. Un appel au meeting central est lancé. Un système de gardes est organisé sous contrôle du comité de grève.

Cette grève obtiendra le soutien des malades dans de nombreux services. Ainsi, en psychiatrie, les malades font circuler une motion de solidarité avec les grévistes et décident même d'envoyer un cahier de revendications à la direction.

Sur la faculté, le comité de lutte médecine popularise la grève, fait signer une pétition de soutien (150 signatures chez les externes). Certains refusent même d'effectuer les tâches qu'on leur demandait de faire pour remplacer les grévistes.

Vendredi dernier, pour marquer la fin de la grève, un feu de joie a illuminé les fenêtres de la direction : les grévistes jetaient leurs feuilles de notation au feu : « des cendres de la notation naîtra le 13ème mois ! ». Deux couronnes de fleurs sculptées « mort de la notation » et « sans regret » furent déposées sur la porte de la directrice qui quitta l'établissement sous les huées et les sifflets.

Correspondant



la lutte contre l'augmentation des cadences

Pour « améliorer » les conditions de travail, Edgar Faure prévoit la mise en place de commissions dans les entreprises, chargées « d'étudier le problème ». Le CNPF de son côté, convoque des organisations syndicales pour « un échange de vues ».

Riboud, PDG de BSN, passe à la une des journaux quand il explique qu'il « n'y a pas de croissance sans qualité de la vie ». Ainsi, aujourd'hui, le CNPF va même jusqu'à défendre la qualité de la vie et améliorer les conditions de travail. Mais les nombreuses luttes qui se sont déroulées les derniers mois sont là pour montrer que les patrons n'introduisent d'eux-mêmes des réformes que si elles leur sont rentables. Ils ne reculent véritablement que s'ils y sont contraints par les travailleurs, quand ceux-ci mettent en cause en pratique les cadences et le salaire au rendement.

La plupart des luttes sur les cadences se sont déroulées dans des usines de femmes, parce qu'elles y sont surexploitées. Considérées par les patrons comme une main-d'œuvre docile (quand on n'a pas de qualification, on accepte n'importe quel travail), elles subissent des conditions de travail encore plus pénibles que les autres travailleurs.

I) Les luttes récentes

* Chez Lévi's à la Bassée (dans le Nord), les cadences ont été accélérées par la direction. Les ouvrières ont engagé une grève pour fixer leurs propres normes de travail.

* Chez Dalle, à Werwicz (dans le Nord), les rubaniers ont mené 7 semaines de grève, du 26 octobre au 18 décembre ; ils ont obtenu une réorganisation des postes et une première remise en cause du salaire au rendement, par la garantie du salaire horaire.

* A Phildar, c'est pour une réduction des cadences que les 200 emballeuses du service expédition ont fait 3 semaines de grève.

* A la SPLI (à Fougères) c'est une lutte de 4 mois qui a été menée : les ouvrières ont fait la grève des cadences et elles ont refusé de remettre le soir les tickets de rendement servant au calcul du salaire. La direction, profitant de la fatigue du mouvement et faisant le chantage à la fermeture de l'usine, a obtenu la reprise, sans céder sur le principe du salaire au rendement.

* Chez Jaeger à Caen, (fabrication de compteurs et de tableaux de bord), c'est une victoire partielle qui a été remportée : au bout de 48 jours de lutte, les filles ont obtenu que le salaire soit indépendant du rendement et que les cadences soient fixées en fonction de l'activité naturelle de chaque ouvrière.

Cependant, le protocole d'accord prévoit aussi que l'entreprise doit rester « concurrentielle ». Cela veut dire que la bagarre entre le patron et les ouvrières sera permanente. D'ores et déjà, la direction tente d'introduire le rendement sous d'autres formes. Pour maintenir les acquis, l'unité et l'organisation des travailleurs reste donc nécessaire.

II) Des acquis qu'il faut maintenir par la mobilisation

Toutes les luttes engagées contre les cadences infernales et le salaire au rendement (les luttes des mois passés comme celle de la Coframaille aujourd'hui), mettent directement en cause le pouvoir patronal : elles portent en effet atteinte à la production capitaliste. Si les patrons ne pensent qu'en termes de chronométrage, c'est précisément parce qu'en accroissant l'exploitation, ils augmentent leurs profits.

Quand les travailleurs fixent leurs propres cadences, quand ils fixent eux-mêmes leurs propres rythmes de travail, cela signifie que le patron n'est plus le seul maître à bord dans l'usine, qu'il se heurte au front des ouvriers dans l'organisation même de la production. Cela, il ne peut bien sûr pas l'admettre : les lois du marché capitaliste imposent à chaque patron la rentabilité maximum. C'est pourquoi, encore plus que pour les autres revendications, il tente de remettre en cause les avantages acquis, en introduisant de nouvelles méthodes, en associant les travailleurs à la gestion de l'entreprise, c'est-à-dire à leur exploitation.

Face à cela, la lutte ne peut être que permanente : il n'y a pas d'acquis définitifs. C'est en maintenant l'organisation autonome des travailleurs, pour le contrôle de leurs conditions de travail que les acquis peuvent être consolidés.

a bas les cadences infernales

coframaille : grève contre le salaire au rendement

« Nous voulons travailler pour vivre et non vivre pour travailler ».

Les 96 ouvrières de la Coframaille, entreprise de bonneterie à Shirmeck en Alsace sont en grève depuis la mi-février, avec l'appui de leur section CFDT. Elles ont dit non aux cadences infernales, NON au rendement.

1) Là où le chronomètre est roi

Depuis longtemps déjà, les filles travaillent au rendement. Selon le rendement, selon le travail effectué dans la journée (le nombre de pièces cousues), le salaire peut varier du simple au double. Alors pour gagner plus, pour gagner de quoi vivre, il faut toujours accroître les cadences, produire de plus en plus vite.

A partir de septembre, la situation a encore empiré : la direction confie en effet à un bureau d'études spécialisé dans la « perfection du travail au rendement » le soin de réexaminer les cadences.

Avec un chronomètre, ils déterminent une nouvelle grille des salaires.

Maintenant, dans le travail, chaque fille est chronométrée en permanence. A la fin de la journée elle doit remettre son ticket de productivité ; à chaque taux de productivité correspond un coefficient d'activité et à chaque coefficient un taux de salaire horaire. Les taux de salaires varient de 5,45 F à 9 F ! Ainsi, chaque ouvrière a un salaire différent, chaque jour la même ouvrière voit son salaire varier selon la fatigue.

Avec le nouveau système, beaucoup d'ouvrières ont vu leur salaire baisser parce qu'elles n'arrivaient pas à avoir un coefficient d'activité suffisant. Celles qui y arrivaient, c'était au prix de cadences infernales, intolérables.

Le chronomètre était là, en permanence.

Alors elles ont dit : NON, elles ont engagé la lutte pour la suppression pure et simple du travail au rendement, pour la mensualisation.

2) Pour un salaire fixe, contre la division entre les ouvrières

Le 5 février, les travailleuses ont décidé de ne plus remettre leurs tickets de production le soir.

La direction a alors décidé une mise à pied de 3 jours pour les 100 ouvrières à partir du 12. Comme le patron refusait toujours de négocier, le mot d'ordre de grève fut lancé à partir du 15. C'est une grève illimitée, jusqu'à satisfaction, c'est-à-dire jusqu'à ce que le salaire soit libéré du rendement.

Elles ne veulent plus entendre le chronomètre, elles ne veulent plus de la concurrence entre elles, elles en ont assez des maladies nerveuses :

* « Nous ne pouvons plus augmenter les cadences, contrairement à ce qu'affirment les techniciens. Il y a de notre santé »

* « Quand on est pressée comme un citron par des dizaines d'années de travail, comment voulez-vous qu'on fournisse un rendement élevé ? Le rendement, on peut le maintenir jusqu'à 35 ans après on baisse »

* « On essaya d'instaurer un véritable système de compétition entre nous. Certaines filles sont désavantagées par rapport à d'autres. Certaines ont un coefficient très bas parce qu'on les change constamment de poste et qu'elles n'ont pas le temps de s'adapter. Il y en a qui sont au bas de l'échelle depuis 5 ans à cause de cela, alors qu'elles sont tout aussi capables que d'autres ».

* « On devient dingues, tout le temps avec un chronomètre dans le dos. L'ambiance s'est détériorée. On veut nous diviser, faire de nous des rivales. A la distribution du travail le matin, régnait parfois un climat de jalousie : les vêtements de petite taille sont plus appréciés parce qu'ils permettent un rendement plus grand »

* « Avec ce salaire lié au rendement, on ne sait jamais combien on va gagner à la fin du mois. On est dans l'insécurité tout le temps ».

* « Même si on nous proposait deux francs de plus par heure, on ne voudrait pas continuer comme ça. Il n'y a qu'à voir comment les boîtes de calmants circulent dans la maison »

* « Lorsqu'on rentre le soir, on veut encore pouvoir vivre. On ne veut pas être abruti par le rendement »

* « Avec le nouveau système, tout est basé sur le jugement d'allure et le chronométrage. Nous on pense que c'est à la personne elle-même de juger son allure »

3) Décidées à tenir

Les ouvrières sont décidées à ne plus jamais remettre les tickets de rendement. Elles sont décidées à maintenir leur grève jusqu'à la victoire, jusqu'à ce qu'elles aient obtenu un salaire fixe garanti.

Elles ont commencé à populariser leur grève dans la région : le 23 février, elles ont organisé avec l'UD-CFDT une réunion publique pour expliquer les raisons de leur action à la Maison des Syndicats de Strasbourg. 150 personnes étaient présentes à la réunion.

Le lundi 26 février, elles sont allées à Strasbourg occuper le hall de la maison de l'ORTF pour protester contre l'insuffisance des informations sur leur grève. Elles sont restées 3 heures et ont été reçues par le directeur qui leur a promis plusieurs minutes d'antenne aux actualités télévisées.

*Le combat continue
Solidarité !*

on devient
dingues, tout
le temps avec
un chronomètre
dans le dos

les maris solidaires !

Depuis quelques mois dans nos foyers, chacun de nous a remarqué l'énerverment et la fatigue des ouvrières en grève aujourd'hui. Ceci était dû à la pression faite sur elles pour augmenter la production et les cadences déjà combien pénibles pour une femme qui, chaque soir, doit en rentrant dans son foyer, assumer ses tâches de mère de famille ou tout simplement de femme d'intérieur.

Cette pression s'est caractérisée, les derniers mois, par des chronométrages incessants et des questions pièges auxquelles les ouvrières étaient soumises. C'est la même atteinte à la personne, à l'être humain qui bien souvent n'est plus respecté pour pouvoir produire davantage et réaliser des bénéfices plus importants.

L'action menée par les ouvrières de Coframaille doit déboucher sur des points positifs car les conditions de travail mettent en cause l'équilibre des couples auquel tout le monde a droit, quelle que soit sa classe sociale.

Nous ne voulons pas que nos épouses vivent pour travailler, mais qu'elles travaillent pour vivre, sans pour cela devenir des robots à qui on impose des cadences au-delà de leurs moyens, au-delà de leurs forces.

Aujourd'hui, tous les maris concernés soutiennent l'action menée, demain s'il le faut nous prendrons part à la lutte pour l'aboutissement des revendications mais surtout pour l'équilibre du couple dans les foyers et pour une qualité de vie qui est non seulement nécessaire, mais indispensable.

les revendications

1) Mise en place d'une véritable mensualisation, basée sur un salaire garanti pour 174 heures, avec un taux horaire fixe.

2) Ce taux sera le suivant : salaire moyen des trois meilleurs mois précédant le 1er février 1973.

3) Chaque personne qui change fréquemment de poste et de catégorie aura le salaire moyen de sa catégorie.

4) L'heure de nettoyage sera basée sur le taux horaire fixe.

5) La mise en place de la mensualisation se discutera atelier par atelier en présence des délégués syndicaux.

les Filles de Coframaille

CHANSON, sur l'air des filles de Camaret :

1) Les filles de la Coframaille
en ont marre du rendement (bis)
et quand elles se croisent les bras,
le patron n'en revient pas.

Il pense,

il pense,

2) il pense à ses petits tickets

qu'elles lui ont pas donnés (bis)

et il les a mises à pied

mais elles sont prêtes à lutter.

Il tremble,

il tremble,

3) il tremble parce qu'elles sont en grève

toutes les 96 (bis)

elles ne veulent plus travailler

comme des esclaves enchaînées,

elles luttent,

elles luttent.

l'empire Willot

L'usine Coframaille appartient aux 4 frères Willot. Les frères Willot, c'est l'empire du textile : quasiment toutes les usines du textile et de confection d'Alsace, le Bon Marché, la Belle Jardinière, Inno, Masarel, etc... Les frères Willot rachètent les usines et les magasins pour une bouchée de pain, licencient le personnel (cf. l'affaire du démantèlement du Bon Marché) et rationalisent. Les profits grimpent de façon vertigineuse : propriétaires en 1954 des bandes Velpeau, les frères Willot sont aujourd'hui à la tête d'un groupe réalisant plusieurs milliards (en NF) de chiffre d'affaires.

En 1971, incident de parcours : il y a une inculpation pour scandale financier. Mais l'affaire est étouffée et les frères Willot continuent tranquillement leurs opérations.

dernière minute

Aujourd'hui, mardi 27 février, les 96 grévistes ont occupé la direction régionale de l'emploi. Après avoir fait le tour de tous les bâtiments en chantant « les filles de Coframaille », elles sont arrivées dans le bureau du directeur de l'emploi où 8 délégués ont été reçues tandis que les autres continuaient à chanter dehors. Malgré les promesses du directeur d'obtenir une entrevue avec Agache Willot (PDG de la boîte), pour elles, sans illusions, la lutte continue.

Toutes ouvrières

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !

Décidément, les travailleurs immigrés ne respectent pas la trêve électorale. Pendant toute cette période où les bureaucraties syndicales font tout pour que les luttes de la classe ouvrière n'effrayent pas l'esprit calme des électeurs, les travailleurs immigrés n'ont pas cessé de déclencher des luttes.

Que ce soit à Renault - atelier 38 -, à Créil, à Zimmerfer, à Fos, à La Ciotat, à Fasibe (Melun), que ce soit par les grèves de la faim qui se multiplient chaque jour, les travailleurs immigrés, ces esclaves de la société capitaliste, sortent du « cadre électoral » pour faire valoir leurs droits.

A Toukon, à Valence, à Marseille, à Paris, à Mulhouse, les grèves de la faim se sont multipliées pour obtenir des cartes de travail.

Aujourd'hui, plus d'une centaine de travailleurs étrangers font, à leur tour, la grève de la faim : 5 - trois tunisiens et deux marocains - à l'église St Hippolyte à Paris (13ème); 11 travailleurs tunisiens, rue St Maur (Paris-11ème); 59 travailleurs Nord-Africains à l'église St Antoine de Toulouse; dix autres à Nice et une dizaine d'autres à Aix-en-Provence et à Perpignan.

Outre les discriminations, les bas salaires, les conditions de vie et de travail scandaleuses, les taudis comme logement, les travailleurs immigrés doivent encore subir les effets de la circulaire Fontanet-Marcellin. Mise en application en septembre 72, ses conséquences ne se sont pas faites attendre : les cas d'expulsion se multiplient chaque jour.

Par cette circulaire, le patronat a les mains libres pour jouer sur une main d'œuvre de 3,5 millions d'immigrés à sa guise. En liant la carte de séjour au contrat de travail, la circulaire livre les travailleurs immigrés pieds et mains liés à l'arbitraire des patrons et des flics.

C'est encore le patron qui fournit l'attestation de logement : ainsi, il peut contrôler tous les aspects de la vie du travailleur immigré. Vie privée, activités syndicales ou politiques.

Enfin, la préfecture de police est seule habilitée à délivrer les cartes de séjour et de travail. La circulaire Fontanet-Marcellin lui donne ainsi tout pouvoir pour éliminer tous les indésirables.

De cette façon, les grands patrons, comme Citroën, Simca etc... peuvent imposer un système de rotation tous les six mois afin d'avoir toujours une main d'œuvre fraîche, bon marché et incapable de s'organiser ! Ainsi, à Citroën, tandis que la direction refuse de fournir le contrat de travail à 20 travailleurs tunisiens, elle demande, dans le même temps, à l'ONI, le droit d'importer 560 travailleurs immigrés ! Aussi, ces 20 travailleurs risquent l'expulsion.

La campagne continue

La campagne contre la circulaire a déjà donné des résultats, même s'ils restent encore minces : dans les cas les plus graves, on a pu faire reculer les mesures d'expulsion du gouvernement.

La CFDT qui jusqu'à maintenant était restée réticente au niveau national s'engage maintenant à fond : le 27, l'URP organise un meeting pour soutenir les travailleurs tunisiens de Citroën qui risquent l'expulsion.

Quant à la CGT, trop occupée à soutenir le programme commun, elle se contente aujourd'hui d'une protestation symbolique !

Cette campagne doit être unitaire et la plus large possible. Toutes les organisations de la classe ouvrière sont concernées !

« La circulaire n'est pas seulement le coup le plus dur contre l'immigration depuis 1945 ; c'est une attaque contre toute la classe ouvrière », écrivions-nous dans la brochure sur la circulaire que nous avons éditée en français, en arabe et en espagnol lors de sa mise en application en septembre. La Ligue Communiste a toujours soutenu et continue à soutenir la nécessité d'une campagne unitaire et large pour faire face efficacement à une attaque d'une telle envergure, pour l'abrogation pure et simple de la circulaire. Elle continuera à mener la bataille partout où elle le pourra. Comme à Chelles, où la campagne législative est centrée sur les travailleurs immigrés (voir « Rouge » précédent) ; comme à Toulouse, où nous sommes partie prenante du soutien aux grévistes de la faim ; comme à Paris-13ème, où les candidats Ligue ont supprimé une réunion publique pour appuyer le meeting unitaire de soutien aux grévistes de la faim.

Soutenons les grévistes de la faim !

A bas les expulsions !

Pour l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin !

Même travail, même droits !

Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat !

27.2.73



L'expulsion des travailleurs du Foyer Bisson



Zimmerfer-Louviers : DES TRAVAILLEURS IMMIGRES MONTRENT LA VOIE

A Zimmerfer (Louviers, dans l'Eure) travaille une forte majorité d'immigrés algériens et portugais.

Le travail (fabrication de supports métalliques pour béton armé) est aussi dur qu'à Pennaroya : les nouvelles machines imposent des cadences élevées et les travailleurs se brûlent les doigts sur le métal.

L'usine fut créée au lendemain de la guerre d'Algérie par un pied-noir qui, embauchant des harkis, a pu longtemps faire subir sans riposte un taux d'exploitation élevé et une condition misérable à ses ouvriers.

En octobre 1971, une première grève montrait que le rapport de forces avait changé : les immigrés algériens déclenchèrent seuls un mouvement de grève qui rencontra un large écho, suscitant un vaste mouvement de solidarité : ils se syndiquèrent massivement au seul syndicat qui ait appuyé correctement leur lutte, la CFDT.

La plus importante victoire de cette lutte était l'affermissement de la conscience de classe instinctive de ces travailleurs qui, depuis, n'a cessé de s'affirmer comme en témoigne la lutte menée actuellement.

Lundi matin 5 février, après quatre jours de grève, les travailleurs les plus combattifs décidaient d'occuper leur usine et d'organiser des piquets.

Cette lutte avait été soigneusement préparée : démocratiquement, collectivement, dans le souci de réaliser l'unité la plus large possible et de définir les formes d'action les plus efficaces, de nombreuses rencontres entre travailleurs français, portugais et algériens avaient été organisées. Elles avaient abouti à une plate-forme claire et unifiante sur laquelle une lutte résolue était possible :

1. dès l'embauche, qualification d'O.S.1 pour tous (suppression des « manœuvres ») ;
2. reconnaissance du droit pour tous d'être délégués. On leur avait rétorqué qu'il fallait savoir parfaitement écrire et lire le français. Ils ont répondu : et le patron, sait-il lire et écrire le portugais et l'algérien pour nous commander de la sorte ?

3. d'importants relèvements de salaires. Une plate-forme a été patiemment élaborée dans le souci de permettre la lutte la plus unitaire possible de tous les O.P. et O.S. : globalement, elle représente une augmentation de 20 %. Certains travailleurs étaient plus favorables à des augmentations égales pour tous : mais ce mot d'ordre n'étant pas encore suffisamment compris de tous, ils ont préféré une solution dans ce cas précis plus unifiante, permettant le ralliement de tous les Algériens et Portugais, ainsi que d'une forte minorité de Français au mouvement.

4. 13ème mois pour tous, uniforme sur la moyenne des salaires correspondant au P.I. Les travailleurs expliquent : « C'est plus sûr que les primes qui sont souvent données à la tête du client ».

5. Pour les immigrés, droit à des congés prolongés pour retour au pays sans rupture de contrat.

Cette dernière revendication est d'une importance capitale pour tous les travailleurs immigrés : il leur est en effet impossible de prendre des vacances chez eux avec les congés normaux prévus pour les travailleurs français. Tout retour provisoire au pays pour revoir la famille est sanctionné par la perte de l'emploi et de l'ancienneté dans l'entreprise : il est pratiquement impossible aux immigrés dans ces conditions de s'organiser de façon durable sur le plan professionnel, et à plus forte raison, sur le plan militant.

Dès l'occupation, le patron de Zimmerfer faisait appel aux forces de l'ordre pour briser les piquets et faire respecter la « liberté du travail ». Le lendemain, il devait néanmoins céder sur la question des délégués (les travailleurs français et immigrés ont pu élire librement leurs délégués), et s'engager à satisfaire les principales revendications avant le 26 février.

Dans l'attente, la mobilisation se poursuit : le patron devra tenir compte de la fermeté des grévistes qui réalisent l'unité sur une plate-forme élaborée démocratiquement par tous.

Un comité de soutien mis en place avant l'occupation pour populariser cette lutte exemplaire sur la ville de Louviers, les autres entreprises du trust (Caen, Ham) et la région, diffuse régulièrement tracts et affiches. Le patron dans la négociation, devra tenir compte du rapport de forces favorable aux travailleurs à la fois dans l'entreprise, sur la ville et dans la région.

Absente de la lutte, l'Union Locale CGT s'est distinguée en distribuant un tract aux travailleurs de Zimmerfer... appelant à soutenir le Programme Commun ! Avec peu de succès, tant il est vrai que la trêve électorale proposée par Ségué intéresse peu les immigrés !

Pas de trêve électorale !
Popularisons largement la lutte exemplaire de Zimmerfer-Louviers !

Pour le soutien financier à la lutte en cours :

Gaillon Ghezali Dacunha

U.L. CFDT

11, rue de l'Hôtel de Ville
274 00 Louviers



200 manifestants dans les rues d'Alençon pour soutenir la grève qui dure depuis 3 mois à l'IMP de St Germain

Il y a 3 mois, les deux psychiatres de l'IMP St Germain étaient licenciés de l'établissement. Licenciement non seulement abusif, mais remettant en cause le travail entrepris par toute l'équipe. Les travailleurs sociaux décidaient donc à la majorité d'entamer la lutte sur la réintégration immédiate des psychiatres licenciés. Après 3 mois de grève, la position des responsables (en l'occurrence la C.A.F.) n'a pas varié et s'est même durcie, montrant par là même la vraie nature des patrons.

La mobilisation

Cette grève, par sa durée et sa détermination, est exemplaire. La présence du comité de grève démocratiquement élu et l'existence aux côtés des grévistes d'un comité de soutien important sont des garanties fondamentales pour l'efficacité et la popularisation.

C'est à l'appel du comité de soutien, composé de la CFDT, du SNES, SGEN, CDJA, PS, PSU et de la Ligue Communiste, qu'avait lieu la manifestation du 24 février 1973 qui fut, après un meeting de 400 personnes, un réel succès : 200 manifestants, travailleurs et travailleurs sociaux d'Alençon, aux cris de « la santé aux travailleurs », ont fait la preuve que la lutte des éducateurs est commune à tous les travailleurs.

8 jours avant les élections

Le PCF a toujours feint d'ignorer ce conflit. Depuis 3 mois qu'il mobilise l'opinion (presse

locale, meeting de 400 personnes, tracts, participation du PS au comité de soutien, etc...) on peut se poser des questions : ou bien le PCF est très inattentif, ce qui est grave, ou bien il a d'autres préoccupations... ce qui est encore plus grave.

L'honnêteté électoraliste du PCF : pressé de questions au cours d'une réunion électorale, le candidat PC s'est engagé à revoir sa position, l'UDR aussi... élections obligent. Toujours est-il que le jour de la manifestation, à l'heure du rassemblement, les JC organisaient un rassemblement à l'autre bout de la ville...

Dans le sillage du PCF, les bureaucrates de la CGT appelaient par voie de presse « ses organisations, ses militants, ses adhérents à se tenir à l'écart de ce mouvement et les travailleurs à la plus extrême vigilance ». Malgré cet appel à l'ordre, des sections CGT participent à la manifestation.

Quant aux méthodes de FO sur la région, elles n'ont rien à envier au « syndicat » CFT fasciste : calomnies dénonciations, chantage, pressions, etc... Ces manœuvres ont permis aux patrons d'accentuer la répression en cours. C'est ainsi que le matin même de la manifestation, on apprenait le licenciement de 4 éducateurs de l'IMP de SEES. Motif : « divergences pédagogiques », notons que les licenciés sont militants syndicalistes, plusieurs sont des militants politiques connus pour les luttes menées dans leur propre boîte et pour le soutien actif apporté aux camarades de St Germain du Corbeis.

Correspondant

SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES TRAVAILLEURS DE SHELL !

L'appel au boycott lancé par le communiqué de la FUC/CFDT est destiné à soutenir la grève que 4 000 travailleurs (adhérents à l'OCAW) ont entreprise aux USA contre les principales raffineries de pétrole et des usines chimiques sélectionnées détenues par Shell.

L'action de grève et de boycott a été entreprise après que la société eut refusé des améliorations contractuelles accordées par la majorité des sociétés pétrolières américaines dans deux domaines :

- insertion de nouvelles clauses d'hygiène et de sécurité dans les contrats avec contrôle paritaire
 - révisions paritaires (direction-syndicats) des systèmes de pension au niveau de la société, plus améliorations de pension.
- Shell a refusé de négocier ces deux questions avec la fédération américaine. Shell est même allé jusqu'à déposer plainte auprès du Conseil Fédéral des Etats-Unis pour les relations industrielles et a accusé le syndicat de violer la législation du travail en cherchant à discuter des conditions d'hygiène et de santé qui sont, d'après Shell, du ressort exclusif de la direction.

Commencée le 24 janvier dans les raffineries d'Anacortes (Washington) la grève s'est rapidement étendue à la plus grande raffinerie de Shell aux USA et aux grandes usines chimiques connexes de Pasadena (Texas), à une raffinerie de la Nouvelle Orléans ainsi qu'à l'usine chimique de Denver.

Ainsi la grève frappe désormais les 4/5 de la production pétrolière de Shell.

communiqué de presse

La FUC/CFDT, affiliée à l'ICF (Secrétaire Général : Charles Levinson) affirme, par la diffusion de l'information et par diverses actions dans l'ensemble de

Shell/France, son soutien total à la lutte menée par les travailleurs américains et leur organisation syndicale l'OCAW.

Elle tient à rappeler que l'attitude de Shell aux USA ne se différencie en rien de celle de Shell/France.

L'intransigeance et la volonté de refuser de négocier avec les organisations syndicales mêlées au paternalisme aliénant, sont les principales caractéristiques de cet énorme trust mondial.

Cela implique que les travailleurs US et du monde entier s'engagent dans un conflit dur qui aura donc besoin de la solidarité de tous, notamment par l'extension du boycott.

Cette action mondiale sur les problèmes de sécurité, de conditions de travail et d'environnement est à rapprocher de celles qui se mènent actuellement en France.

Par son dernier communiqué, la FUC/CFDT faisait état des grèves illimitées ou tournantes déclenchées dans les raffineries : ESSO/Ambès CRR/Herslisheim (BP, Antar, CFR)

ELF/Feyzin Il faut y ajouter celle de 48 h d'ELF/Ambès et les actions de solidarité manifestées dans le secteur pétrolier en Aquitaine par le refus d'effectuer des heures supplémentaires.

Dans tous les cas, la politique de compression des effectifs et de réorganisation de ces secteurs a pour conséquence l'accroissement des charges de travail et de responsabilités et donc, l'accroissement des risques d'accidents très graves mettant en péril la vie de populations entières.

La FUC/CFDT, condamne cette politique et refuse que l'on impute aux travailleurs les conséquences qu'il en résulte pour la sécurité ; elle se battra résolument pour que les problèmes d'effectifs, de conditions de travail et de sécurité soient effectivement solutionnés.

Paris le, 21 février 1973 « Fédération Unifiée des Industries Chimiques » Caoutchouc, Pétrole, Verre, Pharmacie, Chimie, Plastiques.

Renault : après la grève du 38 : le 34 !

Depuis lundi 26, les 80 ouvriers du 34 chargés de fabriquer les garnitures pour l'ensemble de Renault sont en grève totale ! leurs revendications :

- la qualification de P1 pour les conducteurs de machine et les scieurs
- le 162 maxi pour tous les OS
- le doublement de la prime de poussière
- la prime de chaleur pour les travailleurs des fours ainsi que diverses revendications concernant l'hygiène et la sécurité de l'atelier.

A l'exemple du 38, la grève est démocratiquement menée : les travailleurs ont désigné leurs délégués pour les négociations et la direction a dû les recevoir ! Dès mercredi, un comité de soutien sera mis en place.

Le 27.2.73

Thionville : Transports Beyer en grève

Depuis le 19 février, les ouvriers des transports Beyer sont en grève pour :

- 1 000 F minimum par mois
 - 13ème mois
 - prime de vacances
 - respect du personnel et application de la législation pour le fonctionnement des délégués du personnel et du CE
- La Direction tente par tous les moyens de briser la grève : utilisation de camions externes, menaces physiques sur le piquet de grève... en vain les grévistes tiennent bon et dénoncent par un tract à la population les méthodes de cette entreprise « réputée pour son paternalisme ».

Le 25.2.73

lufes ouvrières

deborder ou faire pression?



Photo GAMMA

« Il s'agit avant tout de nous enrichir mutuellement » a dit Maire à Mitterrand.

La direction confédérale de la CFDT qui a refusé de participer au colloque sur l'autogestion avec le PSU, l'AMR, les CIC et la Ligue parce que le PS était absent, qui a justifié les récentes exclusions de militants révolutionnaires (1), a participé aux réunions-débats organisées par le PS. Est-ce à dire que la direction de la CFDT marche la main dans la main avec les amis de Mitterrand ? Pas encore. Mais il est de plus en plus clair que les rapports se resserrent. Maire aurait même fait la proposition suivante à Mitterrand : « Vous nous donnez un minimum de réponses positives et vous obtiendrez dans les entreprises une audience spécifique que jusqu'ici vous n'aviez pas »... conformément aux déclarations de la direction confédérale sur « l'autonomie syndicale » ! Ouoi qu'il en soit, pour le moment, la CFDT reste sur ses gardes car le parti socialiste a encore un passé assez lourd et des amitiés internationales peu reluisantes aux yeux de nombreux militants CFDT.

« Une mobilisation de masse est nécessaire y compris après des élections victorieuses », affirme inlassablement la CFDT et on ne peut qu'approuver. Sans mobilisation populaire déclare Edmond Maire « le gouvernement de la gauche sera impuissant face à la droite déchaînée ». Certes ! Mais il n'est pas question pour la direction CFDT de déborder l'Union de la Gauche pour imposer l'expropriation des patrons. Tout au plus la direction de la CFDT reproche-t-elle à l'Union de la Gauche de ne pas envisager « la socialisation des grands moyens d'information et de formation » et ainsi de laisser entre les mains de la bourgeoisie une arme d'intoxication et de bourrage de crânes... mais si la nationalisation du trust Hachette, la pieuvre verte qui détient un véritable monopole sur le livre, la presse et demain les vidéo-cassettes, ne figure pas dans le programme commun c'est à la demande du Parti Socialiste, sous prétexte qu'on pourrait accuser la gauche de vouloir contrôler l'information ! Les mauvaises langues disent que Mitterrand a des liens avec Paribas et le trust Hachette...

Mais, hormis cette « carence » importante, la CFDT ne remet pas en cause le processus progressif de passage au socialisme proposé par les dirigeants réformistes de l'Union de la Gauche.

« Le socialisme sans la révolution » : la vieille utopie réformiste

Pour Edmond Maire il n'est pas question de révolution sociale car dit-il « le contexte international impose des limites à la transformation sociale dans notre pays. Notre but est de les élargir, non de les nier ». Plus crûment, Mitterrand déclarait à l'Express le 1er janvier 1973 « la France telle qu'elle est fait partie d'un système. Elle est dans le bloc de l'Ouest. Elle adhère à l'Alliance Atlantique et au Marché Commun et en dépit de la force de frappe, sa stratégie s'abrite sous le parapluie atomique américain. Telle est la réalité. La gauche ne demande pas que la France sorte de ce système ».

La direction CFDT pense, en bonne réformiste, que la transition au socialisme se fera par un long processus de grignotage du capitalisme grâce à l'extension progressive des entreprises nationalisées autogérées. La principale critique que fait la direction CFDT au programme commun est donc l'absence d'autogestion des entreprises nationalisées. « La composition du Conseil d'Administration de ces entreprises pêche à la fois par la présence à côté des élus des travailleurs, des représentants des organisations syndicales impliquées ainsi en tant que telles dans les décisions de gestion et par la présence des représentants de l'Etat qui seraient ainsi à même d'exercer leur contrôle y compris dans la gestion quotidienne. Enfin la représentation des usagers peut très bien être aussi une représentation indirecte de l'Etat. Au total, rien ne permet de dire que les élus des travailleurs y exerceront un pouvoir prépondérant »... La direction de la CFDT ne semble pas se demander quel sera le pouvoir des travailleurs autogérant Renault dans la mesure où même si Séguy devient ministre du Travail, l'économie restera une économie de marché. Les 9 nationalisations représentant 1 % de la production nationale ne sont pas la socialisation des grands moyens de production et d'échange, condition indispensable à la planification socialiste. Si donc les lois du marché persistent, cela veut dire que continuera la concurrence entre Renault, Citroën, Simca, Fiat, Volkswagen... Cela veut

dire que si le comité d'autogestion de Renault ne veut pas fermer boutique, il devra accélérer les cadences, diminuer les salaires, en un mot réaliser des profits sur le dos des travailleurs ! L'expérience du chantier naval de la Clyde en Ecosse a bien montré l'illusion totale de l'autogestion en système capitaliste (que le gouvernement soit entre les mains des conservateurs ou des travaillistes !).

Dans un premier temps, les travailleurs pour être compétitifs, durent accélérer les cadences, puis accepter le contrôle des banques sur la gestion ouvrière et finalement il ne leur resta plus qu'à vendre le chantier à un riche américain en échange de nombreux licenciements et de la signature d'un contrat anti-grève par les syndicats !

L'impasse

La direction CFDT est dans une contradiction insurmontable : d'un côté elle prétend respecter le carcan du programme commun et d'un autre côté elle veut étendre le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Maire déclare : « si les aspirations des travailleurs ne sont canalisées que sur des revendications immédiates à coût économique très important (par exemple les « 36 heures par semaine », et les « 1 500 F minimum par mois ») non seulement nous ne pourrions pas réaliser les réformes de fond auxquelles nous aspirons, mais en plus nous risquons de provoquer un processus inflationniste dont pourrait se servir la droite ». Mais comment peut-on expliquer que les travailleurs doivent gérer eux-mêmes les usines et affirmer que le temps de travail restera de 40 heures ou plus par mois même si on accorde 1 ou 2 heures d'information sur le temps de travail par mois... à moins que la CFDT, en fait d'autogestion, se contente d'une gestion par des spécialistes au nom et place des travailleurs !

Pour le socialisme autogestionnaire, une seule voie : la révolution socialiste !

Pour que l'auto-gestion ne soit pas qu'un leurre, il faut exproprier les patrons, collectiviser les grands moyens de production et d'échange, c'est-à-dire se donner les moyens de la planification socialiste seule capable de mettre fin à l'économie de marché avec son gaspillage, son chômage, ses cadences infernales, sa spéculation, sa dégradation de la nature et des conditions de vie. Ce plan sera le résultat d'une décision collective, d'un choix conscient de l'ensemble des travailleurs. Mais cette prise en main directe par tous de la construction de la société socialiste n'est possible que grâce à un Etat nouveau, la République des Conseils Ouvriers assurant non seulement l'autogestion des entreprises mais aussi l'autogestion de l'Etat.

Et si l'Union de la Gauche l'emporte ?

Les travailleurs doivent savoir que pas plus Maire que Séguy ne sont prêts à revendiquer les 36 heures réclamées pourtant par les trois centrales syndicales de la métallurgie italienne ni les 1 500 F par mois pourtant revendiqués par la CGT elle-même à Renault Billancourt !

La direction de la CFDT entend élargir le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Mais se prononce pour l'« élection des chefs d'établissement des entreprises nationalisées... et le droit de veto sur la nomination des cadres supérieurs ». Les travailleurs n'accepteront pas l'existence des petits chefs et ne toléreront pas l'attitude anti-ouvrière de certains cadres. Maire parle d'« organiser des conseils d'atelier ou de service ayant pouvoir sur l'organisation du travail ». Nous pensons que les travailleurs en élisant des délégués d'atelier, des comités d'usine, doivent pouvoir imposer les cadences qu'ils jugent acceptables, doivent avoir un droit de veto sur les mutations, les licenciements...

« Il faut bien une dynamique d'exercice du pouvoir par les travailleurs ». Nous sommes d'accord. Mais une situation de double pouvoir dans les entreprises ne peut pas s'éterniser car le pouvoir patronal et le pouvoir ouvrier sont incompatibles. Ou bien les patrons materont la combativité ouvrière ou bien les travailleurs ne se contenteront pas d'un droit de contrôle dans l'entreprise mais exigeront le pouvoir. Tout le pouvoir.

Notre socialisme c'est tout le pouvoir aux Conseils Ouvriers. Le socialisme d'Edmond Maire c'est les Conseils Ouvriers plus le parlement bourgeois. Finalement plus que d'un socialisme autogestionnaire, c'est d'un capitalisme à la suédoise dont il s'agit, un « socialisme » où 95 % de l'industrie sont entre les mains des capitalistes privés car comme le dit le « socialiste » suédois Palme : « Nous avons renoncé depuis longtemps à socialiser la propriété. Nous socialisons les fonctions, ce qui me semble un raccourci plus efficace. Nationaliser ? Pourquoi ? Les nationalisations, dans notre contexte, n'aboutiraient qu'à créer une bureaucratie d'Etat. Alors autogérer ? Pourquoi ? Nous irions sans doute vers une anarchie inextricable. Le socialisme suédois d'aujourd'hui se situe entre les deux, plutôt concilie les deux... ».

A. RIDO et R. YVETOT

(1) Aucun militant de la Ligue n'a à ce jour été exclu de la CFDT.

CHILI

LE MOMENT DE VERITE

Après la crise d'octobre 1972 et l'instauration du gouvernement UP-militaires, un problème essentiel occupe l'actualité chilienne : que vont devenir les entreprises dont les travailleurs ont pris le contrôle ou ont obtenu l'intervention (ou la réquisition) gouvernementale lors du lock-out patronal généralisé d'octobre ?

Déjà certaines entreprises ont été ou sont en voie d'être rendues à leurs propriétaires bourgeois : par exemple, les entreprises électroniques d'Arica (nord du Chili), la Ex-Codina, trust du commerce de gros, l'usine de ciment Ready-Mix, la conserverie Copihue, l'usine de papier Papelera Sud. Récemment, le ministre de l'Economie, Orlando Millas (un des dirigeants les plus droitières du PC chilien) a présenté au Congrès un projet de loi qui prévoit une série de concessions à la bourgeoisie, telles que la co-administration « provisoire » entre ouvriers et patrons des usines expropriées, la possibilité de dévolution pure et simple à leurs patrons de certaines entreprises occupées en octobre, la garantie que le gigantesque trust du papier « la Papelera » ne sera pas exproprié — exigence de la bourgeoisie — au nom de la « liberté de la presse ».

Face à cela, on assiste à une levée de boucliers du MIR et des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière (le cordon Cerrillo de Santiago, par exemple). Et même, la Commission Politique du PS et son secrétaire général Carlos Altamirano, la Commission Politique du MAPU (qui vient de faire un « tournant à gauche » à son dernier congrès) désavouent publiquement Allende (membre du PS !) et le ministre de l'Economie, en soulignant qu'ils n'ont pas été consultés à propos du nouveau projet de loi et y sont opposés. A noter que les secrétaires généraux du PS et du MAPU (Bosco Parra) sont intervenus publiquement à la tribune du grand meeting du MIR, le 24 janvier, au théâtre Caupolican.

Dans une récente interview à la revue *Punto Final* (proche du MIR), Altamirano critiquait explicitement la politique du gouvernement Allende : « Pendant les derniers mois se sont manifestées des faiblesses qui ont permis — et incité — les vaincus (bourgeois) à récupérer du terrain et même à augmenter leurs exigences. La bourgeoisie s'est renforcée par des décisions officielles comme la dévolution d'entreprises réquisitionnées, la réouverture d'une radio à l'usage du Parti National d'extrême-droite, ou l'autorisation d'une hausse des prix par le monopole du papier ». Le secrétaire du PS ajoute : « Le XXXIIIème congrès du PS a souligné que les conditions particulières dans lesquelles l'Unité Populaire a accédé au gouvernement ne doivent pas constituer un prétexte pour que le gouvernement joue un rôle d'arbitre dans la lutte des classes. Il a souligné aussi que la présence ouvrière au gouvernement ne devait pas signifier la dépendance du mouvement de masse par rapport à l'appareil gouvernemental.

Malheureusement, vu l'hétérogénéité politique et l'insistance organisationnelle du PS, ces belles résolutions risquent de rester sur le papier. Le PC, force la plus organisée et la plus cohérente de l'UP, utilise quant à lui cette organisation et cette cohérence pour imposer le légalisme réformiste le plus plat.

Il est possible que ces divergences au sein de l'UP soient encore une fois résolues par un de ces compromis habiles où Allende est passé maître. Mais le problème de fond reste posé : « Une révolution qui ne s'approfondit pas constamment est une révolution qui régresse » (Che Guevara).

Et ce ne seront pas les élections de mars prochain qui résoudront quelque chose. Selon les sondages, l'Unité Populaire risque de ne recevoir que 42 % des votes. En décidant de jouer leur sort sur le terrain électoral, plutôt que par la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, les réformistes de l'Unité Populaire préparent le terrain pour leur propre défaite.

Carlos Rossi



La sainte alliance de la droite : au coude à coude les militants de la démocratie chrétienne (✝), le parti national et les fascistes casqués de Patria y Libertad (OC).

répression généralisée au Congo-Brazzaville

Un an jour pour jour après la violente répression et l'incarcération de la majeure partie des cadres progressistes et révolutionnaires du parti et de l'Etat congolais, une nouvelle vague d'arrestations vient de s'abattre, cette fois-ci essentiellement sur la base anti-impérialiste congolaise, c'est-à-dire sur les forces de gauche dans les lycées, les usines, l'armée ainsi que sur les milieux français progressistes de l'assistance technique.

Les arrestations ont commencé le mardi 13 à 14 heures dans les trois lycées de la capitale, décapitant les sous-sections UGEEC et les noyaux révolutionnaires lycéens. Le jeudi 15, c'est au tour de 5 enseignants français d'être arrêtés. Quatre d'entre eux : Paule Fioux, professeur de français, ancienne présidente de l'AG Lettres Classiques de l'UNEF, Alain Bordelais, professeur de mathématiques, ancien président du Centre Culturel International de la Cité Universitaire de Paris, Paule Deville, professeur de géographie, Bernard Boissay, professeur de philosophie, restent jusqu'à aujourd'hui aux mains de l'Etat-major de l'APN bien que le délai de garde à vue soit largement dépassé.

La répression s'est rapidement étendue à l'armée, aux quartiers, aux usines, alors que simultanément des opérations de parachutistes avaient lieu dans la région « contaminée » par les maquis du Mouvement du 22 février (M 22) dirigé par Ange Diawara. Suite à ces opérations sans résultat, des dizaines de paysans étaient brutalement interrogés et incarcérés dans les geôles de Brazzaville.

Le samedi 17, plus de 150 mili-

tants et progressistes congolais avaient déjà été arrêtés. Par la même occasion, le régime semble régler des comptes en son propre sein en arrêtant des éléments modérés du PCT et de l'Etat, sous la même accusation fallacieuse de complot « diawariste », usant de l'amalgame pour semer la confusion.

L'extrême-droite congolaise et son chef de file Yhombi Opango, représentant de l'Etat-major, sont à la tête de cette répression arbitraire. L'ensemble des garanties démocratiques n'a pas été respecté, les prisonniers sont au secret, les informations sont bloquées et le régime annonce un procès alors qu'aucune instruction n'a lieu, que les prisonniers civils sont arrêtés par l'armée, qu'ils n'ont pu prévenir des avocats.

Considérant que cette répression porte un coup important à la jeunesse et au peuple congolais dans son ensemble, face à l'encerclement des pays réactionnaires néo-coloniaux, tout doit être tenté pour sensibiliser l'opinion publique sur cette question et briser le mutisme qui pèse tant sur la répression actuelle que sur le sort des centaines de détenus progressistes qui croupissent en prison depuis le 22 février 72. Il est urgent d'apporter un soutien immédiat aux anti-impérialistes congolais menacés par les tortures et les liquidations physiques de l'extrême-droite. Il est indispensable d'agir pour le rétablissement des libertés démocratiques et les garanties juridiques, la suppression des arrestations et détentions arbitraires au Congo.

Le Groupe Informations Congo (GIC) et les partis, mouvements et personnalités qui apportent

leur soutien, lancent un appel à l'opinion publique, à la presse et aux forces démocratiques. Pour :

- Briser le mur de silence qui entoure ces événements et multiplier l'information sur la répression au Congo dans le mouvement progressiste et anti-impérialiste français.
- Que les garanties maximum soient assurées aux détenus, tant congolais que français.
- Rester vigilants et parer à une éventuelle aggravation de la situation.

**Halte à la répression !
Liberté pour les anti-impérialistes congolais et français !
Soutien au peuple congolais !**

GIC (1)

Ont déjà signé cet appel : CEDETIM, Ligue Communiste, Révolution !, Révolution Afrique, UATCI, GIRA, Cause du Peuple, AMR, AJS.

Foucault, Lentin, Krivine, Blanquart, Maspéro, Namia, Oswald, Eyinga, Chammari, Souchal, Cheik-Aliou-N'Dao, Mongo Béti, Bella Sudda, Schwartz, Coquery Vidrovitch, Bridier, Karmitz, Noïrot, Miske, Isaac Joshua, Fabrice Fioux, Marguerite Duras, Dionys Mascolo.

Pour tout soutien indispensable ainsi que correspondance :

M. Pierre Michaut,
3, rue Philippe le Bel
45 000 Orléans
CCP La Source 1 259 65.

(1) Le GIC est constitué de militants anti-impérialistes et de 40 personnalités progressistes. Il a été créé en France après les événements du 22 février 1972.

de Genève à Paris

Lundi 26 février, la conférence internationale sur le Vietnam s'est réunie en sa première séance à Paris. Elle diffère profondément de celle qui s'était tenue, en 1954, à Genève et ce pour une raison essentielle. Alors que la conférence de Genève avait élaboré les accords sur l'Indochine, celle de Paris est seulement convoquée pour « prendre acte » des documents du 27 janvier sur le Vietnam et s'engager à en respecter le contenu.

La conférence de 1954 avait facilité au maximum les pressions des grandes puissances « socialistes » sur le Vietnam. Celle de 1973 doit sanctionner des accords passés en dehors de leur pression directe. Le Vietnam apparaissait encore en 1954 comme une force mineure, à l'échelle internationale, face à l'URSS et à la Chine. La RDV et le GRP apparaissent maintenant comme majeurs, responsables et politiquement indépendants sur l'arène mondiale. Mais cela ne signifie pas que la conférence de Paris ne soit pas un lieu d'affrontement entre les forces révolutionnaires et l'impérialisme. Son existence même fournit une occasion au gouvernement américain de tenter de faire jouer en sa faveur la politique de coexistence pacifique pour arracher des concessions nouvelles. Cela est parfaitement mis en lumière par les oppositions qui se sont fait jour dans les premières déclarations des ministres des affaires étrangères. L'impérialisme voudrait faire jouer un rôle prépondérant à l'ONU — qu'il contrôle largement et qui est un cadre permanent de concertation entre les « grands » — en Indochine. Il a réussi à faire inviter son secrétaire général Waldheim. Mais il n'a pas réussi à lui faire assurer la présidence. Le représentant canadien, Sharp, est alors passé à nouveau à l'offensive, proposant un organisme international permanent de recours auquel chaque pays participant à la conférence pourrait faire appel, auprès de ce même Waldheim. Le Canada menace y compris de se retirer de la commission internationale de contrôle au Vietnam et d'ouvrir par là même une crise nouvelle dans l'application des accords — si sa proposition n'est pas acceptée. De même les USA voudraient voir les questions laotienne et cambodgienne traitées à la conférence, en l'absence de leurs représentants, pour obtenir des Vietnamiens qu'ils fassent pression sur le FUNK et le Pathet Lao. Enfin, ils ont proposé de coordonner « l'aide à la reconstruction » en Indochine, toujours de façon à posséder de meilleurs moyens de pression internationaux. Aucune de ces trois propositions ne semblent avoir de

chance de passer. La RDV et le GRP y ont d'ores et déjà répondu, rappelant que la conférence de Paris n'avait pas pour objet de modifier les accords du 27 janvier. Ni la Chine, ni l'URSS, la Hongrie ou la Pologne ne semblent être prêtes à se désolidariser publiquement des révolutionnaires indochinois. Mais ces « incidents » illustrent néanmoins combien l'impérialisme reste prêt à utiliser, contourner ou violer les accords pour maintenir sa présence néocoloniale en Indochine. Mais pour ce faire, il ne se contente pas de faire jouer le poids des multiples connivences ou complicités dont il bénéficie à l'échelle internationale. L'évolution de la situation en Indochine même confirme cette semaine encore combien la réalisation effective de l'autodétermination des peuples lao, cambodgien et vietnamien reste l'enjeu d'un dur combat. Pour protester contre les nombreuses violations des accords par les américano-fantoques (bombardement du Laos et du Cambodge, retard dans le déminage des ports nord-vietnamiens, violation du cessez-le-feu par Thieu, absence des libertés démocratiques à Saïgon, non libération des prisonniers civils par Thieu, entraves aux activités des commissions de contrôle) Hanoï a décidé de suspendre la libération des prisonniers américains. Les USA ont bombardé pendant quelques heures le Laos avec leurs B 52, 24 heures après la signature du cessez-le-feu et poursuivent leurs attaques contre le Cambodge où les forces du FUNK sont toujours à l'offensive. Pham Van Dong, il y a une semaine, a rappelé dans un rapport à l'Assemblée Nationale combien les actuels accords n'étaient qu'un instrument juridique destiné à permettre de « développer » la victoire et « achever » le processus révolutionnaire. La garantie quant à l'application par les USA et les fantoches de toutes les clauses de l'accord ne réside pas dans une quelconque conférence internationale ou commission de contrôle. Au contraire, l'impérialisme tentera toujours de les utiliser pour parvenir à ses fins, quitte à violer la lettre ou l'esprit des accords signés. La garantie essentielle quant à l'avenir réside dans la lutte que poursuivent les trois peuples d'Indochine. Elle réside aussi dans l'aide que le mouvement anti-impérialiste mondial pourra continuer à leur apporter. Par delà le danger de démobilisation ou d'illusions, maintenir la solidarité, tel était le sens de la journée d'action et d'explication du FSI du 26 janvier. Pas de trêve dans le soutien.

Pierre Rousset
le 27/2/73.

VIENT
DE
PARAITRE

Front
Solidarité
Indochine

Saïgon :
les
prisonniers



Document n° 6

DES
MIRAGES
POUR
LE
VIETNAM
DU NORD

Le régime gaulliste au service des marchands de canons fournit des armes perfectionnées, des avions, hélicoptères et tanks aux régimes les plus réactionnaires et les plus pourris du monde : l'Afrique du Sud raciste, la Grèce des colonels fascistes, le Brésil des militaires tortionnaires, etc. Quel sera en ce domaine la politique d'un éventuel gouvernement de l'Unité de la Gauche ?

Le Programme Commun déclare : « Notre pays sera aux côtés des peuples et des gouvernements qui ont entrepris de surmonter le sous-développement, l'oppression et la dépendance » (p. 227).

Cela signifie-t-il que le gouvernement de l'Unité de la Gauche fournira des armes aux peuples et gouvernements révolutionnaires d'Indochine, qui luttent contre l'oppression et la dépendance ?

L'expérience du Front Populaire de 1936 nous rend sceptiques : le gouvernement Léon Blum (soutenu par le PC) a joué la sinistre comédie de la « non intervention » et a laissé écraser le peuple espagnol par le fascisme sans lui fournir les armes indispensables à sa défense.

En cas de victoire électorale de l'Unité de la Gauche nous exigerons la fourniture gratuite de Mirages et missiles français à la RDV et d'armement en général aux révolutionnaires indochinois. Nixon maintient ses avions en Thaïlande et menace constamment de recommencer les bombardements sous prétexte de « violation des accords ». Il faut garantir la sécurité de la République Démocratique du Vietnam et l'armer pour « dissuader » l'agression impérialiste.

Nous exigerons dès maintenant, pendant la campagne électorale, l'engagement solennel des candidats de l'Unité de la Gauche de fournir, en cas de victoire aux élections, les armes nécessaires à la défense des révolutionnaires indochinois.

C. Rossi

f.s.i

A
contre
courant

La tenue à Paris de la Conférence internationale sur le Vietnam a provisoirement rompu le mur du silence, soigneusement entretenu depuis un mois par la presse, la télé, la radio.

Le FSI qui, à contre-courant, malgré la campagne électorale, a continué son travail de propagande, d'agitation et de formation (un stage de 60 militants du FSI s'est tenu à Toulouse le week-end du 17 février) a saisi cette occasion pour intensifier son apparition.

Pour cela, un matériel spécifique a été mis à la disposition des comités :

- la brochure FSI : « Saïgon, les prisons de Thieu »
- Une affiche sérigraphiée
- Un tract unitaire avec des formations chrétiennes.

Ainsi des interventions furent organisées sur les marchés le samedi 24 et le dimanche 25 (diffusion soutenue par un sketch parfois), et sur les quartiers lundi.

A Paris, les gares (gares de l'Est, St Lazare, Gare du Nord), très fréquentées entre 17 et 20 h, furent le lieu d'apparition centrale des comités.

A signaler l'intervention rageuse des CRS gare de l'Est. Ceux-ci interpellèrent 3 camarades, dont un candidat de la Ligue, gardés une heure au poste alors que leur diffusion était déjà terminée lorsque la police intervint ! Neutralité oblige, n'est-ce pas M. Pompidou ?

conférence
de presse :
pour
la libération
de
tous les détenus
au Sud

Pour la première fois, une conférence de presse fut convoquée en commun par le FSI et un certain nombre d'organisations chrétiennes (Comité Régional Français de la Conférence Chrétienne pour la Paix ; Fédération Nationale des groupes Témoignage Chrétien ; Fraternité Chrétienne avec le Vietnam ; Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne). Cette conférence de presse était présidée par J. Chatagner (secrétaire adjoint du Mouvement de la Paix, représentant des organisations catholiques au sein du cartel des 52 organisations, secrétaire du Comité Régional Français de la Conférence Chrétienne pour la Paix).

Après un bref bilan de la journée d'action, Madeleine Rébérioux pour le FSI, insista sur les points suivants :

- 1) la libération de tous les détenus au Sud-Vietnam, au-delà d'un objectif humanitaire, représente un enjeu politique décisif pour la construction d'un Vietnam libéré ;
- 2) notre campagne doit bien exiger la libération de tous les détenus et non pas celle des prisonniers « politiques » uniquement car comme tous les régimes qui ne vivent que par la terreur, l'étiquette « droit commun » est collée à tous les opposants au régime quels qu'ils soient.

Notre campagne doit viser aussi le gouvernement américain responsable plus directement qu'on ne le pense généralement de la répression au Sud (les menottes et les cages à tigre sont fabriquées aux USA !).

Enfin notre campagne devrait déboucher sur la constitution d'une commission d'enquête dont la tâche de dénonciation et d'information quotidiennes des exactions du régime Thieu devrait être conçue de manière complémentaire à une campagne de masse militante dont l'efficacité concrète ne doit pas être sous-estimée.

Qui sait aujourd'hui que le régime Thieu n'a pas diffusé le texte des accords du 27 janvier ?

C. Jacour pour Fraternité Chrétienne expliqua l'action des organisations chrétiennes pour la libération des prisonniers et l'application intégrale des accords.

un rapport
de
Pham Van Dong

Jacques Decornoy analyse dans un article du Monde du 27 février un rapport fait à l'Assemblée Nationale vietnamienne par Pham Van Dong. En voilà un extrait :

« Il convient uniquement pour la direction de la RDV de ratifier à Paris un document qui entérine lui-même ce qui est considéré ici comme une très grande victoire remportée « sous la direction du parti, organisateur de toutes les victoires de notre peuple ». Voilà qui est net : si les conditions sont différentes au nord et au sud du 17ème parallèle, il n'est pas fait de distinction entre les deux zones en ce qui concerne le moteur de la lutte. « Notre parti est l'artisan qui a fait fleurir l'héroïsme révolutionnaire dans tout le pays, au front comme à l'arrière ». Le Sud a été et demeure ce qu'il est traditionnellement convenu d'appeler « la citadelle d'airain de la patrie », et le Nord est « la puissante base de la révolution dans tout le pays, avant-poste solide du système socialiste dans le Sud-Est asiatique ».

Puisque la signature de l'accord a été « un nouveau tournant dans la révolution vietnamienne », que convient-il de faire maintenant ? Respecter l'accord et obliger Saïgon et Washington à en faire autant, pour « développer la victoire déjà acquise ». « Développer... ». Il s'agit bien d'une étape, non d'une conclusion.



Une bombe de 1000 kg qui n'a pas explosé

laos : LE CESSEZ-LE-FEU DEJA VIOLE !

La vigilance demeure nécessaire

L'encre était à peine sèche que le cessez-le-feu était violé. L'envoyé spécial de l'AFP voyait après le cessez-le-feu, des raids de l'aviation laotienne et des apports de munitions à la clique du général Van Pao (mercenaires méos) par la compagnie Air America.

Spécialiste du sabotage, cette compagnie « civile », en fait branche de la CIA, a permis aux Etats-Unis de respecter « la lettre » des accords de Genève 1962, pour ne déclarer ceux-ci caducs qu'en août 71.

Mieux : 24 heures après le cessez-le-feu, prétextant une « offensive généralisée » du Pathet Lao, les B-52 américains sont intervenus, à la demande, bien sûr spontanée, de Phouma.

La fausseté de l'argument est évidente si l'on sait que Vientiane déclare que la ville de Paksong aurait été reprise quinze minutes après le cessez-le-feu (le Monde, 25-26 février). Bien étrange contrôle gouvernemental : Paksong était occupée par « des mercenaires thaïlandais, recrutés par la CIA » (le Monde).

C'est dire clairement que la vigilance s'impose face aux manœuvres US en Asie du Sud-Est. Ce doit être un avertissement pour le Sud-Vietnam où le GRP dénombre plus de 12 000 violations du cessez-le-feu par les fantoches (souvent reconnues par la presse bourgeoise) tandis que la clique de Thieu, pourtant habituée à gonfler les chiffres, n'arrive qu'à faire état de moins de 4 000 « attaques communistes ».

Les accords :

Un recul d'envergure pour les fantoches une grande victoire pour le Néo-Lao Haksat

Les accords reflètent avec le « cessez-le-feu sur place » une victoire militaire importante (voir carte). En 54, les forces populaires devaient se regrouper dans les deux provinces de Phong Saly et de Sam Neua.

Aujourd'hui, c'est plus de deux tiers du territoire qui sont libérés, du Nord au Sud, y compris une partie importante de la plaine des Jarres et du plateau des

Bolovens. L'occupation du Bas Laos en février 71 (Lam Son 719) s'est traduite par une défaite cuisante pour les troupes d'élite de Thieu.

Les forces « gouvernementales » ne contrôlent plus que Savanakhet, Thakhet (encerclée), Loncheng, Paksong, Vientiane, Louang Prabang.

Du point de vue stratégique, une telle emprise, joignant le front cambodgien, la frontière du Sud-Vietnam, du Nord-Vietnam et de la Chine, consacre la faillite des tentatives pour couper la piste Ho Chi Minh.

Sur le plan politique, le Néo-Lao Haksat se voit garantir 50 % des sièges. Le gouvernement fonctionnera suivant le principe de l'unanimité des deux parties. Or, le 4 mai 58, les élections partielles, bien que truquées, avaient permis au Néo-Lao Haksat d'obtenir 9 sièges sur 21, on mesure l'importance de cette clause dans la préparation des élections à venir.

Notons la formation d'un gouvernement à deux composantes. Ceci signifie la disparition, face aux forces révolutionnaires, des neutralistes. Le fait que Souvanna Phouma se proclame « chef du parti neutraliste » dit assez que ce bloc hétérogène a volé en éclats après 64, lors de la scission des forces de Kang Lé, dont une partie a rejoint les forces révolutionnaires, une autre la droite pro-gouvernementale.

Le Laos n'est pas le Vietnam

Ainsi, si nous disons qu'il n'est pas possible à l'heure actuelle de créer un gouvernement à trois composantes, c'est qu'au Laos il n'existe pas (bien que l'urbanisation forcée ait été tentée) de troisième force comme au Vietnam. D'abord le Néo-Lao Haksat contrôle politiquement et militairement (forces du Pathet Lao) les zones libérées. D'autre part, bien que la guerre ait pris un certain aspect « guerre des fronts »

(plateau des Bolovens, plaine des Jarres) l'action politique semi-clandestine (bien qu'illégale) a continué dans les zones sous « contrôle » du gouvernement de Phouma. En fait la vie politique s'est donc vite trouvée réduite à un affrontement entre les forces révolutionnaires et un bloc regroupant l'extrême-droite et une partie des neutralistes ralliés autour de Souvanna Phouma.

Ces accords comportent des clauses éminemment plus favorables que les accords du 27 janvier :

« Interdiction formelle de toute discrimination à l'encontre des personnes ayant collaboré avec la partie adverse » ;

« Les réfugiés qui ont été obligés de quitter leurs villages d'origine pendant la guerre peuvent y retourner librement pour y gagner leur vie selon leurs désirs ». Cette clause concerne 800.000 personnes sur une population de 3 millions d'habitants.

Enfin la capitale, Vientiane, et la ville de Louang Prabang, qui étaient sous le contrôle de Phouma, sont neutralisées.

Si de tels accords étaient appliqués au Vietnam, cela signifierait la neutralisation de Saïgon et de Hué, l'arrêt de toutes les opérations policières (« de nettoyage, de répression, de repréailles, de discrimination ») dans les zones sous contrôle de Thieu. Autre différence : « chacune des deux parties lao procédera à la remise à l'autre partie de toutes les personnes sans distinction de nationalité qui ont été capturées et incarcérées pour avoir collaboré avec la partie adverse pendant la guerre ».

En clair, il est, au Laos, explicitement stipulé que les prisonniers civils seront libérés !

Les zones libérées, facteur important mais non décisif

Il importe de voir que tout culmine dans l'organisation d'élections générales. Les bases arrières que sont les zones libérées auront certes avec leur infrastructure autonome un rôle important. Car à la différence du Sud-Vietnam, il s'agit d'un contrôle sur un territoire non tronçonné, non une « peau de léopard ». Dans ces zones libérées, il existe en fait une économie collectiviste intégrale.

C'est donc dans les villes mêmes que va se dérouler l'épreuve politique capitale. A l'heure actuelle, l'ampleur des organisations de masse fait pencher la balance du côté du Néo-Lao Haksat.

Mais l'application de ces accords dépend de la bonne volonté américano-fantoches. Or ceux-ci ont déjà violé plusieurs fois des accords moins défavorables pour eux (1962). L'on sait bien que, si ces accords précisent cette fois l'interdiction « des activités de bandits, de commandos, d'espionnage, sur terre et dans l'air », la CIA utilisera l'AID, Air America, etc., jusqu'au dernier moment pour constituer des irréguliers. Tout dépend donc du maintien du rapport de forces militaro-politique. A l'évidence, il est lié à la situation politico-militaire au Vietnam et au Cambodge. Le Laos, au carrefour stratégique de la Thaïlande, du Vietnam, du Cambodge et de la Chine, est un enjeu que les Américains n'abandonneront que contraints et forcés.

Au Laos, comme au Vietnam, pas d'illusions sur l'« escalade de la paix » de Nixon ! Soutien total jusqu'à la victoire finale !

Gérard Chaouat

maison de Cambodge : dehors les nervis fantoches !

A la Cité Universitaire, alors que la Maison du Cambodge reste fermée, l'administration a relugé dans plusieurs pavillons, Portugal, Belgique, USA, etc., les membres de la bande armée qui avait assassiné Sok Kim Huot, le 8 janvier. C'est pourquoi des résidents ont fait des bombages sur la maison des USA pour exiger l'expulsion immédiate des fantoches. Le 26 les militants du FSI-Cité distribuaient des tracts pour obtenir la libération des six camarades du FUNK toujours emprisonnés et l'expulsion d'Essaro et de ses nervis.

Les militants du FUNK, appuyés par les résidents progressistes et la commission de mobilisation, restent hébergés dans les maisons du Japon, de Suède, de Norvège, du Canada, etc., malgré les pressions de l'administration. Ils y demeureront tant que la Maison du Cambodge ne sera pas réouverte et restituée aux seuls représentants du peuple cambodgien.



ZONES DU NÉO LAO HAKSAT (Zones libérées) (selon le Monde.)

indochine

Oradour dans le ciel du sinai



Pourquoi cette politique aujourd'hui ?

La destruction de l'avion de la Libyan Airlines par la chasse israélienne marque un nouveau degré dans le processus de fascisation de la société sioniste. Les manifestations de cette tendance se sont multipliées ces derniers mois.

Les accords passés à la mi-décembre 72, entre le gouvernement israélien et le gouvernement Thieu, portant sur l'aide militaire et technique d'Israël au régime de Saïgon, donnaient le cadre général de la politique étrangère israélienne. Puis les autorités israéliennes tentaient de liquider la Ligue des Droits de l'Homme et des Droits Civiques qui n'avait cessé de dénoncer les exactions innombrables du gouvernement sioniste contre les Arabes. A la fin du mois de décembre, un « complot » était découvert (un soi-disant « réseau d'espionnage » au service de la Syrie) qui fut utilisé pour monter une opération d'étouffement des organisations anti-sionistes révolutionnaires. Durant le mois de février, un raid était lancé contre le Liban. Avant que cette opération ne soit déclenchée, le chef d'Etat-Major israélien David Elazar déclarait que « la guerre contre les terroristes serait désormais préventive, agressive et donnerait l'initiative aux Israéliens ». Quant au ministre des affaires étrangères, Abba Eban, il prétendait après le raid que le but recherché était « de sauver la vie de nombreux innocents et qu'il fallait arrêter à temps les terroristes qui s'apprêtaient à agir ». Ce raid a fait plus de cent morts et des centaines de blessés parmi les Palestiniens réfugiés dans les camps de Nahr El Bared et El Badawi. La presse israélienne rapporte seulement que des dépôts d'armes et des documents ont été découverts. Les héros de ce massacre étaient attendus à leur retour par le général Dayan et David Elazar. Démoraliser, paralyser les masses palestiniennes des camps, tel était l'objectif de ce raid de terreur. Le 21 février à Paris, deux commandos de la Fédération des Etudiants Juifs pénétraient dans les bureaux des compagnies aériennes arabes Syrian Arab Airlines et Iraki Airways et enfermaient les employés avec des chaînes après les avoir aspergés de sang. Des tracts étaient distribués, intitulés : « du sang pour les buveurs de sang juif ». Le 20 février, le dirigeant de la droite fasciste en Israël, Menahem Begin, félicitait dans une conférence de presse Moshe Dayan pour avoir déclaré que « les Juifs

ont le droit de s'installer où bon leur semble sur la terre d'Israël ». Cela faisait suite à des débats en Israël sur la question de la restitution ou non des territoires occupés.

Un Etat militaire

La destruction du boeing libyen est la suite logique de ces événements. Dayan et ses subordonnés ont d'abord tenté de justifier l'action de la chasse israélienne. Les raisons invoquées étaient que « l'avion survolait un camp militaire à 80 kilomètres à l'intérieur du Sinai ». Ou encore que le pilote n'avait pas répondu soit aux appels radios des autorités israéliennes, soit aux sommations des pilotes des chasseurs israéliens pour qu'il atterrisse. Depuis, il a été démontré que rien de tout cela ne s'est produit et que l'avion avait été abattu froidement.

Le gouvernement et l'Etat-Major de l'armée sont une seule et même réalité. Israël est un Etat militaire qui masque cette réalité derrière le consensus général de la population soumise à une propagande chauvine et raciste basée sur le réflexe de peur devant un soi-disant encerclement, entretenu en permanence depuis des décennies par les dirigeants sionistes. Puisque la sécurité d'Israël est devenue le leitmotiv obsédant de toute décision gouvernementale, tout ce qui rentre dans le cadre de cette sécurité est justifié. L'armée israélienne est une armée disciplinée, hautement qualifiée, centralisée. Elle doit démontrer aux Arabes qu'Israël est invulnérable. C'est la condition pour maintenir la population israélienne calme derrière le gouvernement. Le raid au Liban démontre une même chose : le droit que s'arrogent les Israéliens d'intervenir à tout moment et partout dans les pays arabes, pour la sécurité d'Israël. Comme on l'a vu, Abba Eban justifie ces raids sur la base de présomptions : puisque les Palestiniens vont « sans doute agir », il faut intervenir pour « sauver des innocents » et plus d'une centaine de Palestiniens sont froidement tués.

Après l'écrasement des armées arabes en juin 67, la liquidation de la résistance palestinienne en septembre 70, le glissement à droite de tous les régimes arabes dans leurs rapports avec l'impérialisme et donc avec Israël, contre quoi l'Etat sioniste se bat-il ? Que recherche la direction sioniste ?

Israël est un Etat expansionniste par nature. Sa situation économique repose sur une base artificielle, sur son financement par les USA et les pays impérialistes. Sa politique est tributaire des prises de position de ces pays et avant tout des USA. Mais en même temps, elle repose sur une idéologie réactionnaire, tout à fait autonome dans ses principes de celle des pays bailleurs de fonds. Là réside la contradiction fondamentale d'Israël, entre sa politique et les moyens financiers et économiques de cette politique.

D'où le développement d'une industrie de guerre hautement développée et ruineuse. D'où le problème de l'élargissement du marché intérieur (territoires occupés) pour assurer plus d'indépendance à l'égard des métropoles impérialistes. Tant que la politique israélienne correspondait à celle des impérialistes durant la « gauchisation » des régimes arabes (Egypte, Syrie), tout allait bien. Mais maintenant que l'impérialisme peut passer un accord de paix avec les régimes arabes qui le réclament, la nature même de l'Etat sioniste le fait s'opposer à la paix.

Un autre élément s'ajoute à ce tableau : l'instabilité sociale grandissante dans les pays arabes, le mécontentement des masses dont tout mouvement possède le pouvoir de mobiliser les masses arabes d'Israël. Enfin, en Israël même, un mécontentement social s'exprime. Le Tribunal du Travail de Tel Aviv a cassé la grève du personnel technique de la compagnie aérienne El Al. Un cas parmi d'autres. L'union sacrée qui est la base même de l'Etat sioniste, la garantie de son maintien, est mise à l'épreuve. Elle l'est par les conflits sociaux qui ne cessent de se développer. Elle l'est par l'accumulation des indices montrant que des secteurs de la jeunesse israélienne rejettent le sionisme. Elle l'est du fait de la disparition du mythe de l'encerclement qui perpétuait l'esprit de ghetto et de peur. Ainsi, paradoxalement, la situation présente montre plus que jamais la supériorité militaire absolue de l'Etat sioniste et se traduit par une montée du fascisme en Israël, en même temps que l'hypothèse d'une paix par la capitulation des régimes arabes s'affirme !

La tâche des révolutionnaires est de renforcer de par le monde le soutien matériel et politique à l'avant-garde marxiste en Israël. Ils doivent affronter la propagande sioniste et la combattre, dénoncer toutes les utilisations anti-sémites de la politique du régime sioniste. Dans ce but, nous lançons une fois de plus un appel pour aider les militants arrêtés, torturés et jugés pour espionnage. La victoire de la révolution arabe passe aussi par la lutte interne en Israël même.

Gérard Vergeat



Je désire prendre contact avec la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

rouge

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Clément, Bertrand l'heigouach, Joseph Krasny, Alain Krivine, Michel Lenoir, Philippe Sabathé, Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	190
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....